

INpreCOR

Numéro 345 du 31 janvier au 13 février 1992 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

SAINTE GEORGE REVIENT DE LA "GUERRE FROIDE"



✓ CEI : Du plan au clan

✓ POLOGNE : Grèves ouvrières

✓ ALGERIE : Qu'est-ce que l'intégrisme ?

INpreCOR

**SOMMAIRE DU NUMERO 345
DU 31 JANVIER AU 13 FEVRIER 1992**

3

CEI

Le grand chaos
Poul Funder LARSEN

4

Du plan au clan

Interview de Catherine VERLA

7

POLOGNE

Carton rouge pour Walesa
Jan SYLWESTROWICZ

9

ALGERIE

Qu'est-ce que l'intégrisme ?
Chawki SALHI

11

MAROC

Les mosaïques du monde arabe
Interview d'Abraham SERFATY

16

DOSSIER ETATS-UNIS

Au pays des inégalités
Paul LEBLANC

18

La lutte paie
Phil KWIK

19

Un parti du travail chez l'oncle Sam ?
Keith MANN

21

Le droit de cuissage en accusation
Camille COLATOSTI

23

Nouvelles du monde

FRANCE ; GRANDE-BRETAGNE ; ITALIE

24

SENEGAL

Nouvel élan à gauche
Claude GABRIEL

25

Forum panafricain
DOCUMENT

26

SALVADOR

Sur le fil du rasoir
M. VELAZQUEZ et P. PACHECO

28

ONU

La stratégie de l'étranglement
Salah JABER

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

INpreCOR



1991 : L'ANNEE
DE TOUS LES DANGERS

150 FF ♦ 1 000 FB ♦ 40 FS

Douces habitudes...

Comme tous les ans à cette époque, *Inprecor* propose à ses lecteurs (fidèles ou, surtout, infidèles...), la collection reliée de tous les numéros de l'année précédente. Vous pouvez d'ores et déjà nous la commander (150 FF ; 1 000 FB ; 40 FS).

Quant au prochain numéro de notre revue, il va renouer avec une ancienne habitude, puisqu'il sera entièrement consacré à un dossier économique, où seront abordés des sujets comme la récession mondiale ; la situation économique des Etats-Unis, de l'Allemagne, etc. ; ou encore la transition à l'Est.

La rédaction

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par PEC (Presse-Edition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à
l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence
Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement Réabonnement
Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Le grand chaos

Depuis trois semaines, les principales républiques de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) ont libéré les prix (1). Le chaos économique et social augmente de jour en jour. Les principaux produits de consommation (dont le prix a décuplé) sont aussi rares qu'avant la réforme ; le mécontentement de la population se développe et a commencé, dans certaines régions, à prendre des formes organisées, alors que les réformateurs libéraux au pouvoir semblent de plus en plus divisés sur la suite des mesures à adopter.

Poul Funder LARSEN

LE DIRIGEANT russe Boris Eltsine a pu mesurer la colère populaire quand, durant sa "tournée à l'américaine" pour expliquer la nécessité des réformes de marché, il a visité un supermarché dans la ville d'Engels sur la Volga. Le quotidien *Izvestia* du 9 janvier 1992 rapporte : « Les consommateurs l'ont retenu pendant plus d'une heure. Sur les étalages, il y avait des saucisses à 191 roubles le kilo, de la confiture à 92 roubles, de la crème à 78 roubles, et le magasin essayait même de vendre du beurre à 270 roubles le kilo. A la question, "Qui fixe des prix si élevés ?", Eltsine, lui-même assez choqué, a répondu : "Personne ne devrait dicter les prix, ni les producteurs ni les entreprises, ni les commerçants — mais seulement l'offre et la demande". »

On a du mal à croire qu'Eltsine ait été choqué par le niveau des prix, car le président russe et son équipe étaient tout à fait conscients des conséquences de la libération des prix dans une économie totalement dominée par des monopoles bureaucratiques ; cependant, la réaction des consommateurs lui a peut-être donné un avant-goût angoissant des troubles futurs. D'ailleurs, certaines autorités républicaines et régionales ont déjà fait marche arrière sur les hausses des prix les plus démesurées.

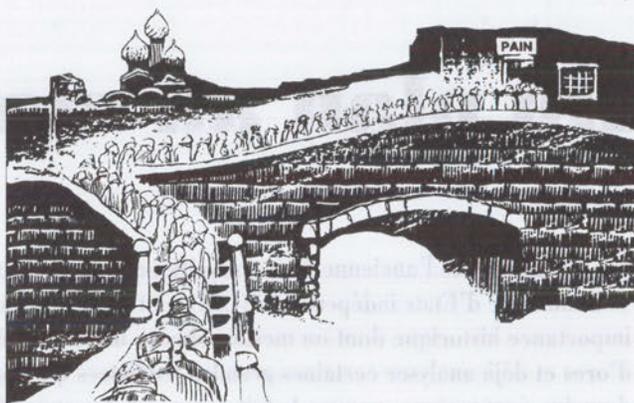
Un sondage récent montrait que la confiance dans le succès de la politique économique du gouvernement d'Eltsine était passée de 53 %, le 2 janvier 1992, à 42 %, le 16 janvier. Cependant, une majorité de la population observe encore une attitude attentiste, en espérant que les promesses d'Eltsine se réalisent, et donc que « dans six mois, les premières améliorations se produisent ». Cela donne une légère marge de manœuvre aux démocrates, mais les contradic-

tions dans le camp d'Eltsine sont en train de se multiplier, tant avec le Vice-président Routsikoy qu'avec le président du Parlement russe, Khasboulatov, qui critique ouvertement les actions du gouvernement et — plus ou moins explicitement — Eltsine.

Récemment, les efforts d'Eltsine visant à centraliser les pouvoirs et à créer une solide force de répression ont été repoussés. La tentative de création d'un ministère de la Sécurité et de l'Intérieur russe a été arrêtée par une décision de la toute nouvelle Cour constitutionnelle de Russie, qui a décrété cette mesure anticonstitutionnelle. Eltsine envisageait de regrouper les structures du KGB et du ministère de l'Intérieur dans un organe disposant de pouvoirs extraordinaires. Cela a soulevé de fortes réactions dans de nombreux secteurs (dont certains des "démocrates"), qui craignent l'apparition d'une structure semblable au NKVD de Staline — celui-ci avait également rassemblé toutes les forces répressives dans un seul ministère. Pourtant, Eltsine pourrait avoir absolument besoin de moyens efficaces de répression si le désespoir et les protestations spontanées se développaient et s'organisaient.

Grognes et grèves

Il y a eu plusieurs flambées de protestation et des émeutes — avec un affrontement particulièrement violent dans la capitale de l'Ouzbékistan, Tachkent, où la police a attaqué des étudiants qui protestaient contre les effets de la hausse des prix sur leurs maigres bourses. Certaines grèves locales ont été reportées à plus tard — par exemple, dans la capitale du Kazakhstan, Alma Ata. Les mouvements sociaux les plus importants ont eu lieu jusqu'à présent dans certaines régions minières. Dans le Kouzbass, en Sibérie occidentale, les mineurs sont prêts à partir en grève alors que le conflit entre le gouvernement et l'important mouvement ouvrier de la



région s'amplifient. Eltsine peut encore compter sur une sorte d'"état de grâce" dans cette région, mais cela pourrait changer bientôt car les cheminots, les enseignants, les travailleurs de la santé et même les policiers annoncent des grèves.

La situation dans le Donbass, en Ukraine, et dans le Sud de la Russie est encore plus tendue ; la crise sociale générale des régions minières prend de l'ampleur et la rupture des relations économiques entre les différentes régions et les républiques accélère ce processus. Certains mineurs du Donbass ont déjà cessé le travail : « La vie dans le Donbass est devenue de huit à quinze fois plus chère. Des entreprises et des combinats entiers ont arrêté le travail. Ainsi, le 13 janvier 1992, toutes les mines du combinat de Dzerzhinskougol, où travaillent 20 000 personnes, ont dû cesser la production du fuel de charbon, à cause de la pénurie de bois qui sert à soutenir les galeries » (*Izvestia*, 16 janvier 1992). Pendant ce temps, dans le bassin du Karaganda, dans le nord du Kazakhstan, début janvier, les mineurs ont fait grève à propos des salaires et du partage des revenus de la production de charbon. Selon la *Pravda* du 15 janvier 1992, dix mines ont arrêté le travail ; les grèves ont continué malgré l'intervention du président Nazarbàiev et de son Premier ministre.

Lors d'un contact téléphonique, le militant de gauche Vadim Danye (2) nous a résumé ainsi la situation, vue depuis Moscou : « La majorité des gens est encore assez passive, même s'ils sont très en colère. Pour l'instant, à Moscou, les néo-staliniens ont été à la tête des protestations organisées, alors que les syndicats "officiels" n'ont en général pris aucune initiative importante. Les syndicats russes "officiels" sont partagés entre une certaine loyauté politique envers les partisans d'Eltsine et la pression de plus en plus grande de la base. La gauche, pour sa part, a organisé quelques manifestations, mais pour l'instant sans grands résultats. » ★

23 janvier 1992

1) Voir *Inprecor* n° 344 du 17 janvier 1992.

2) Voir *Inprecor* n° spécial du 19 août 1991.

Du plan au clan

La dissolution de l'ancienne Union soviétique et la constitution de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) sont des événements d'une importance historique dont on mesure encore mal la portée (1). Mais on peut d'ores et déjà analyser certaines grandes tendances qui apparaissent dans le domaine économique, comme le fait notre collaboratrice Catherine Verla, dans un entretien avec la revue de l'Etat espagnol *Viento Sur* *.

VIENTO SUR : *Comment pourrait-on caractériser les traits essentiels de la nouvelle situation de l'ancienne Union soviétique ?*

Catherine VERLA : Aujourd'hui ce ne sont pas les facteurs que l'on pourrait appeler "positifs" qui sont dominants ; au contraire, la décomposition prédomine et risque d'ailleurs de se prolonger longtemps.

Dans cette situation, il n'y a pas d'orientation homogène de la part des différents gouvernements. En outre, il faut prendre aussi en compte l'existence de différentes forces politiques, que l'on ne peut pas caractériser de "réformistes" du système, mais qui ne cherchent pas non plus à effectuer une rupture totale avec celui-ci. Ce qui se passe actuellement en Serbie (2) peut constituer un exemple pour les processus à l'œuvre dans certaines républiques de l'ancienne URSS — l'existence d'un pouvoir détenu par une partie de l'ancien appareil stalinien, dont le programme est difficile à définir mais qui, en tout cas, s'achemine vers la restauration

du capitalisme et dont l'idéologie mêle des éléments nationalistes, une forte dose de chauvinisme, des variantes populistes, et même, dans certains cas, ouvriéristes. Un syndrome du type yougoslave est totalement possible, même dans ses aspects militaires, avec des forces politiques où se combinent le stalinisme et des nationalismes réactionnaires, qui ne peuvent plus se baser sur des projets de réforme du système, mais qui seraient capables, par contre, de se saisir de l'exploitation de conflits territoriaux ou du contrôle des ressources naturelles — on peut voir émerger des forces militaires dans une fuite en avant, y compris belliciste.

◆ *C'est dans le domaine économique que semblent apparaître les problèmes les plus graves. Y a-t-il déjà une situation d'hyperinflation dans la CEI, comme le prétendent certains observateurs occidentaux ?*

On assiste surtout à une véritable guerre économique qui désorganise fortement non seulement la production, mais aussi

l'ensemble des relations économiques entre les républiques. Dans la pratique, le rouble ne fonctionne plus comme monnaie d'échange dans l'ensemble de la CEI — il n'existe donc plus d'espace économique commun, mais une forte interdépendance subsiste, qui pèse de façon inégale dans les différentes républiques, mais qui les frappe toutes.

La récente décision du gouvernement d'Ukraine de supprimer le rouble d'échange et de le remplacer provisoirement par des coupons (qui deviennent, de fait, une nouvelle monnaie, avec même déjà un marché noir !) est symptomatique de la situation de méfiance et de tension interne qui existe entre la Russie et les autres républiques de la CEI. Un développement de type autarcique de ces républiques peut être viable, mais seulement jusqu'à un certain point et pendant un certain temps, et dans les républiques qui produisent des biens de consommation ou d'exportation vers le marché international. Mais les républiques dont l'économie est basée sur la production industrielle, dont le seul débouché est le marché de la CEI — qui sont en général les plus pauvres —, connaissent une situation dramatique et seront les plus frappées par la désarticulation des circuits économiques. Dans ces cas, il ne faut pas exclure la possibilité d'explosions violentes.

◆ *Les autorités prétendaient que les fortes hausses des prix de janvier 1992 (3) produiraient automatiquement une amélioration substantielle de l'approvisionnement en produits de première nécessité. Mais, apparemment, ce n'est pas le cas, une forte pénurie sévit toujours en ce qui concerne les produits alimentaires et dans les grandes villes.*

Il faut attendre un peu avant de dresser un bilan, mais c'est vrai que, jusqu'à présent, l'approvisionnement ne s'est pas amélioré de façon significative — ce qui se comprend d'ailleurs facilement. Les partisans des mesures de janvier prétendaient d'abord que les hausses brutales des prix entraîneraient l'arrivée dans les magasins des produits stockés à des fins spéculatives ou à cause des prix antérieurs jugés trop bas. Ils espéraient que ces mesures stimuleraient la production — en 1991, le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 15 % en URSS.

* La revue *Viento Sur* est publiée par la nouvelle organisation, la Gauche alternative (née de la fusion entre la Ligue communiste révolutionnaire — LCR — et le Mouvement communiste — MC). Voir *Inprecor* n° 341 du 22 novembre 1991.

1) voir *Inprecor* n° 343 du 20 décembre 1991.

2) Sur l'évolution de la Serbie, voir *Inprecor* n° 327, 335, 336 et 337 des 29 mars, 19 juillet, 13 septembre et 27 septembre 1991.

3) Voir *Inprecor* n° 344 du 17 janvier 1992.



Effectivement, le manque d'approvisionnement découle, dans une large mesure, de la spéculation, mais nul ne peut prévoir quand les spéculateurs cesseront leurs activités, c'est-à-dire quand ils jugeront que les prix sont assez rentables pour mettre les produits stockés sur le marché au lieu de les garder dans l'attente de hausses encore plus élevées. Par ailleurs, la rétention de produits agricoles n'était pas seulement due aux prix, mais aussi à l'exigence des paysans et des organisations agricoles d'être payés en devises.

Eltisine avait personnellement fait des promesses dans ce domaine, mais apparemment elles n'auraient pas été respectées. De nombreux monopoles de production fonctionnent toujours selon les normes traditionnelles du système bureaucratique ; pour ceux-ci, la hausse des prix ne constitue en rien un stimulant à la production ; les nouveaux prix peuvent même leur apparaître comme un moyen d'obtenir plus de revenus en produisant aussi peu. Enfin, même s'il y avait une volonté d'accroître la production, la situation catastrophique du transport et des réseaux d'approvisionnement rend problématique d'arriver à des résultats positifs.

Quoi qu'il en soit, les prix vont tarder à baisser, il y a une énorme masse monétaire en circulation et des déficits publics colossaux. Les possibilités d'assister à un phénomène d'hyperinflation sans une amélioration de l'approvisionnement sont donc nombreuses.

Pour comprendre la nature du phénomène en cours, on peut partir de l'expérience de la "thérapie de choc" de la Pologne, en sachant que de multiples différences existent entre ce pays et la CEI.

La Pologne connaît une inflation à deux ou trois zéros, qui reste toujours très élevée, mais est déjà en dessous de la barre de l'hyperinflation. L'approvisionnement s'est amélioré quant à la quantité de produits qui arrivent dans les magasins — il s'agit, en grande partie, de produits importés —, mais le pouvoir d'achat de la grande majorité de la population ne s'est guère amélioré. La Pologne a connu une énorme croissance de sa dette, qui ne s'accompagne d'aucune restructuration de son l'appareil économique. Enfin, il faut rappeler que les gouvernants polonais pouvaient s'appuyer au départ sur un capital de confiance hérité, d'une façon ou d'une autre, de Solidarité ; voilà une des raisons les plus importantes de l'absence, jusqu'à présent, d'explosions sociales (voir l'article de J. Sylwestrowicz en p. 7).

Dans le cas de la CEI, je ne crois pas que les autorités disposent d'un tel capital de confiance. En particulier, Eltsine connaît déjà de sérieux conflits avec sa propre équipe (voir l'article de P. Funder Larsen en p. 3) et d'abord avec le Vice-président

Routsikoy (4). Mais surtout, dans ce cas, la "thérapie" va s'appliquer dans des conditions de guerre économique entre les républiques. En somme, on ne voit guère de perspectives de stabilisation.

◆ *Tous ces phénomènes sont souvent présentés comme les premiers pas dans la voie vers le capitalisme, et une "rupture économique" avec le système antérieur se serait déjà produite. A ton avis, peut-on dire que le capitalisme a déjà été restauré dans la CEI ?*

Je crois qu'à ce sujet il est intéressant de connaître l'opinion des experts des organismes financiers internationaux. Il y a quelque temps, ceux-ci auraient peut-être répondu affirmativement à cette question. Mais aujourd'hui, ils avouent ne savoir pas que faire, ni vers où va la situation.

L'approche la plus claire de ces problèmes passe par la description des traits les plus significatifs du processus de privatisation. Le capital international, surtout allemand, est en train d'affluer dans certains secteurs particulièrement rentables dans des pays considérés comme très stables, tels la Tchécoslovaquie. Dans de nombreux cas, l'intérêt des multinationales se réduit au transfert de la production de leurs usines occidentales, en profitant du coût beaucoup plus bas de la main-d'œuvre ; dans d'autres, ces consortiums prétendent mettre la main sur les richesses naturelles de telle ou telle région — c'est ce que font des capitalistes japonais ou coréens dans les républiques asiatiques de la CEI. Par ailleurs, les conditions de transport, d'approvisionnement, de formation du personnel de gestion, des services financiers, etc., forment une infrastructure, en général de très mauvaise qualité au regard des besoins des grands investissements souhaités en capital étranger. Ces investissements, par ailleurs, devraient être largement majoritaires dans les privatisations — on calcule que, dans le meilleur des cas, le capital intérieur disponible n'atteint que 10 à 30 % du prix estimé des biens privatisables.

On peut donc résumer la situation en disant que ce qu'on pourrait appeler des "bourses capitalistes" ont été créées — ce sont des espèces de "zones franches" où se concentrent les investissements. Mais il n'y a pas de transformation du système dans son ensemble. Je pense que la constitution d'un système économique différent n'est pas pour demain.

◆ *On trouve une contradiction entre l'économie et la politique : les gouvernements sont, dans la plupart des cas, des farouches partisans de la*

restauration du capitalisme et essayent d'appliquer des mesures allant dans cette voie aussi vite que possible.

C'est vrai, mais la première conclusion que l'on peut tirer de cette contradiction est l'instabilité de ces gouvernements ; l'expérience le confirme clairement. La deuxième conclusion qui en ressort, et qui se vérifie aussi en pratique, c'est l'apparition de stratégies différentes de la part des différents secteurs politiques qui partagent pourtant les objectifs généraux de la restauration capitaliste.

Au cours de la dernière campagne électorale polonaise, la majorité des partis en lice critiquait les privatisations réalisées, le "capitalisme sauvage" et défendaient la nécessité de l'existence d'un secteur public fort. En Hongrie, des courants s'opposent fortement à ce qu'ils appellent le "capitalisme cosmopolite", prôné par d'autres secteurs ultralibéraux — cependant, ces derniers peuvent être qualifiés de progressistes sur d'autres terrains, notamment en ce qui concerne les minorités nationales, ainsi que la mise en avant d'un "capitalisme national", plus "social" ; en leur sein on trouve un nationalisme fortement réactionnaire, lorsqu'il n'est pas explicitement antisémite.

A mon avis, il ne faut pas exclure, dans certains pays, la possibilité d'un retour au pouvoir de courants antilibéraux, probablement teintés de populisme, une combinaison de néostalinisme et de chauvinisme.

◆ *Concernant les différentes stratégies de la restauration capitaliste, beaucoup de questions demeurent encore confuses. Par exemple, le pouvoir d'Etat semble aujourd'hui le principal instrument permettant de construire, pour ainsi dire, une bourgeoisie, où se profilent déjà des composantes relativement différenciées — la mafia traditionnelle, les nouveaux hommes d'affaires surgis de la nomenklatura, etc. Pour prendre un exemple concret, Eltsine te semble-t-il avoir des projets cohérents dans ce domaine ?*

En Russie, comme dans les autres pays et surtout en Hongrie, il y a des débats intéressants sur ces problèmes. Par exemple, Janos Kornai, un économiste hongrois très influent, a critiqué ceux qui voudraient faire ce qu'il appelle du "bolchevisme" dans la restauration capitaliste, ce qui reviendrait à essayer de brûler des étapes dans la construction organique d'une bourgeoisie nationale.

4) *Ibidem.*

L'idée selon laquelle un tel processus de construction serait aujourd'hui possible me semble très discutable, mais en tout cas Kornai affirme que la restauration ne peut que se faire très lentement et en s'appuyant à la fois sur les nouvelles couches intermédiaires issues de l'"économie souterraine", sur une politique d'Etat qui favoriserait les jeunes entrepreneurs "sains" et "dynamiques", tout en combattant l'ancien système, et surtout en barrant la route aux privatisations qui se feraient en faveur de l'ancienne nomenklatura. Il faut aussi, selon Kornai, développer des mesures légales et une infrastructure matérielle qui permettent de faire avancer ce processus.

On trouve aussi un autre débat en Hongrie ; à mon avis, c'est là que ces discussions ont le plus avancé et paraissent plus claires. Selon cette deuxième hypothèse, il faut aller le plus vite possible, sous peine de ne jamais parvenir au capitalisme. Il faut briser politiquement et socialement l'ancien système économique, même si, pour ce faire, il est nécessaire de s'appuyer sur un secteur de la nomenklatura. Il faut privatiser à tout prix et vite. Voilà la position de Jeffrey Sachs, un économiste nord-américain de l'école de Chicago, qui avait été conseiller économique en Bolivie, en Pologne, en Slovénie, et qui, actuellement, sévit en Russie. Sachs va jusqu'à dire que, même si une telle privatisation n'est pas très efficace et si elle favorise des secteurs très peu fiables du point de vue économique à moyen terme, il faut en tout cas privatiser : ensuite on verra ce qu'on fait. De ce point de vue, il critique l'expérience polonaise, jugée trop "soft", timide et lente.

Eltsine a beaucoup évolué au cours de ces derniers mois. Il avait d'abord été partisan du plan Chataline [de passage à l'économie de marché « en 500 jours »] (5) proche de l'optique de Sachs ; pour lui, il fallait que les gens achètent un maximum d'actions ou de logements le plus rapidement possible. Actuellement, Eltsine semble beaucoup plus influencé par le plan qui autrefois avait été opposé à celui de Chataline ; il serait plutôt favorable à une thérapie de choc sur les prix, à une action plus rapide sur la commercialisation des produits — même quand ces derniers sont toujours produits par des entreprises d'Etat —, plutôt que d'une transformation de la propriété des entreprises. "Commercialiser", voilà son maître mot ; cela revient à établir des relations entre les entreprises, sans subventions de l'Etat et en fonction des critères du marché. C'est sur cette base que devrait avancer la privatisation.

En somme, pour revenir à ta question, je

ne suis pas sûr qu'il y ait un projet cohérent sur le thème de l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie — il y a une volonté qui va dans ce sens, mais les uns et les autres agissent à petits pas.

◆ **La capacité de la CEI à constituer un cadre de coexistence stable entre les différentes républiques semble s'épuiser plus vite que prévu.**

A mon avis, ce projet est dès le départ marqué par de fortes ambiguïtés. Au moment du premier regroupement des républiques slaves, la plupart des articles de la presse de Kiev qualifiaient cette "union" de coup de couteau dans le dos de l'indépendance ukrainienne — ce qui reflétait au moins un problème quant à l'interprétation de la nature de la CEI et au sens de l'indépendance. Une partie importante de la population ukrainienne considérait que l'"indépendance" était compatible avec l'existence de liens confédéraux avec les autres républiques, alors qu'une autre partie pensait que l'indépendance signifiait une rupture totale

entre les unes et les autres, provoquant une situation de conflit potentiel dans les républiques musulmanes.

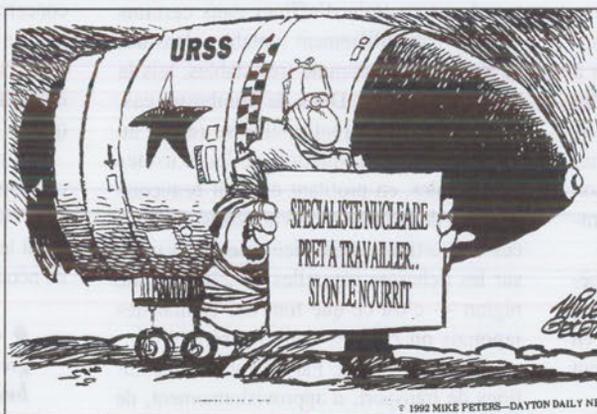
◆ **Quelles sont les pressions qu'exercent l'Iran et la Turquie sur ces dernières ?**

Cette pression existe et elle est logique, mais elle se manifeste de façon inégale. L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan connaissent des situations particulières (8). La population azéri a des caractéristiques culturelles assez homogènes : elle est turcophone et chiite. Les relations avec la Turquie sont tendues parce que le gouvernement turc, tout en étant prudent, garde des liens privilégiés avec l'Arménie. Au Kazakhstan, deux alternatives s'affrontent : d'une part, celle d'une alliance avec les républiques européennes, notamment la Russie, qui permettrait de préserver l'unité de la république tout en intégrant les minorités d'origine européenne ; de l'autre, celle d'une dynamique de rupture qui pourrait conduire à un éclatement de la république — certains courants slaves, par exemple, préconisent une scission pour se débarrasser des musulmans et intégrer les Slaves dans la communauté pan-slave évidemment dirigée par la Russie. C'est la position de Soljenitsine. Enfin, il y a le bloc de l'Asie centrale, qui est turcophone, à l'exception du Tadjikistan qui parle perse, et qui pourrait devenir la première république islamique de l'ancienne URSS.

Si la CEI échouait, la Turquie et l'Iran pourraient constituer des pôles attractifs pour ces républiques, mais, pour le moment, les tendances centrifuges l'emportent. Les courants islamiques cohérents sont faibles : ainsi, le développement du Parti de la renaissance islamique est limité. Sur le problème de l'alphabet, par exemple, des décisions très différentes ont été prises : en remplacement de l'alphabet cyrillique, l'Azerbaïdjan a adopté l'alphabet latin, et l'Ouzbékistan l'arabe. ★

15 janvier 1992

Propos recueillis par Miguel Romero
Viento Sur n° 1, janvier-février 1992



des liens passés et la recherche d'une insertion rapide dans l'Europe occidentale (6). De telles différenciations existent au sein des courants politiques et aussi du mouvement ouvrier ; elles sont renforcées par les conflits actuels entre la Russie et l'Ukraine.

En outre, l'attitude grand-russe de plus en plus accentuée du gouvernement Eltsine attise les conflits entre différentes républiques, qui manifestent une méfiance envers la CEI dominée par le "grand frère". Le conflit sur le devenir des armes stratégiques illustre ce problème. Certains membres de l'équipe d'Eltsine vont encore plus loin : Routskoï a été jusqu'à parler des "Malouines" pour illustrer l'attitude que devrait avoir la Russie concernant les territoires qu'elle revendique à d'autres républiques (7).

L'autre ambiguïté de la CEI concerne le rôle des républiques slaves et non-slaves, les liens entre riches et et pauvres — il y a toujours eu, et il y a toujours, une inégalité poli-

5) Voir *Inprecor* n° 323, 327 et 333 des 1er mars, 29 mars et 21 juin 1991.

6) Voir *Inprecor* n° 343 du 20 décembre 1991.

7) En 1982, la dictature argentine lançait une offensive militaire pour récupérer les îles Malouines (situées au large de sa côte atlantique), qui étaient — et sont d'ailleurs toujours — sous contrôle colonial britannique (l'impérialisme britannique a "anglicisé" le nom de ces îles, il les appelle les Falkland Islands).

8) Voir *Inprecor* n° 343 du 20 décembre 1991.

Carton rouge pour Walesa

Le 1er janvier 1992 a marqué le second anniversaire de l'introduction en Pologne du programme de réformes pro-capitalistes, dessiné par le Fonds monétaire international (FMI). Le "plan Balcerowicz", du nom du ministre des Finances de l'époque, a provoqué une réduction drastique du niveau de vie des travailleurs et la liquidation de l'industrie du secteur public, dans le but de paver la voie à la privatisation et à l'instauration de la loi du capital privé. Ses résultats sont désastreux ; c'est dans ce contexte, début janvier, qu'a eu lieu une riposte de masse des travailleurs polonais à la politique économique du gouvernement.

Jan SYLWESTROWICZ *



EN DEUX ANS, les salaires ont chuté de 40 % et la production industrielle a diminué pratiquement de moitié. Des coupes sombres ont été effectuées dans les services sociaux : environ 2 000 écoles maternelles et crèches ont été fermées ; les horaires scolaires ont été réduits et les classes comptent 50 élèves ; les médicaments et les consultations médicales ont augmenté de 100 %, alors que des milliers de projets essentiels de construction et de modernisation ont été abandonnés. Le chômage touchait 2 156 000 personnes fin décembre 1991 — soit 11,5 % de la population active —, dont un quart ne touche pas d'allocations ; et les usines annoncent 263 000 licenciements supplémentaires dans les prochaines semaines. Les prévisions officielles parlent de 3,5 à 4 millions de chômeurs pour la fin 1992, ce qui placerait la Pologne en tête des records de chômage en Europe.

Tout indique que l'élite dirigeante du pays essaiera de poursuivre ses attaques du niveau de vie en 1992. Confrontée à un immense déficit fiscal, à une récession croissante et à un échec total de ses plans pour attirer le capital occidental, la politique économique du gouvernement, dans les prochaines années, conduira à de nombreuses fermetures d'usines, à de nouvelles réductions des budgets sociaux, et à un gel des salaires dans le secteur public — qui emploie encore plus de 80 % de la force de travail urbaine.

Les premiers signes d'une nouvelle radicalisation du mouvement ouvrier polonais sont apparus dès la mi-décembre 1991, quand un nouveau gouvernement de coalition de droite a enfin été formé après deux mois de batailles acharnées entre les 26 partis élus au Parlement, le 27 octobre 1991, lors d'élections caractérisées par une abstention de presque 60 % (1). Le nouveau gouvernement de Jan Olszewski, soutenu par la droite et l'extrême droite, est entré en fonctions à un moment où des mouvements de mécontentement débutaient dans de nombreuses villes. A Lodz, la deuxième ville du pays, centre de l'industrie textile, deux des principales usines étaient occupées par leurs ouvriers. L'industrie aéronautique a aussi été le théâtre de protestations, avec l'occupation de la très importante usine d'hélicoptères WSK Mielec. Des actions plus limitées ont été entreprises par les travailleurs des chantiers navals, les enseignants et les ouvriers de l'automobile.

La "décommunisation"

En déclarant qu'il essaierait d'"adoucir" la politique économique des deux dernières années, le gouvernement d'Olszewski pensait bénéficier du même état de grâce que les deux gouvernements "post-Solidarité" qui l'ont précédé. En particulier, il a fortement insisté sur sa politique de "décommunisation", espérant capitaliser les sentiments antistaliniens de la majorité de la classe ouvrière polonaise, qui avaient permis aux précédents gouvernements "post-Solidarité" de mener des politiques anti-ouvrières au nom de leur victoire sur le stalinisme.

Mais le nouveau gouvernement a fait plusieurs faux pas. D'abord, il a cru pouvoir acquérir une légitimité en se référant au

mouvement de masse Solidarité et en s'opposant au "communisme". Or, les travailleurs polonais sont de plus en plus hostiles aux élites qui ont pris le pouvoir sous le drapeau de Solidarité et vis-à-vis de l'appareil bureaucratique de ce syndicat (2), dont la politique officielle des deux dernières années a consisté à maintenir un "parapluie protecteur" au-dessus des gouvernements de Solidarité pour leur permettre d'instaurer les réformes de marché.

Quant à la politique de "décommunisation", plus personne n'y croit vraiment aujourd'hui — c'était le thème principal de la campagne présidentielle de Walesa en 1990, mais rien n'a vraiment été fait depuis pour éliminer le pouvoir administratif de l'ancien appareil stalinien dans l'armée, la police et la fonction publique, et encore moins pour en finir avec le nouveau pouvoir économique de l'ancien appareil économique stalinien, qui représente de loin le groupe le plus influent du capital privé en Pologne (et un pilier important du programme de restauration capitaliste).

Le rejet de la hausse de l'énergie

Une autre erreur du nouveau gouvernement a été de s'engager à poursuivre l'application des mesures économiques les plus impopulaires prévues par son prédécesseur, au nom de l'approfondissement des réformes de marché. Le gouvernement a ainsi annoncé une énorme hausse de l'électricité, du gaz et du fuel, à partir du 1er janvier 1992, qui contribuera à faire augmenter les prix de la plupart des biens de consommation et des produits alimentaires de 25 à 40 %.

Enfin, Olszewski a, dans un premier temps, choisi d'ignorer la plus importante des luttes de la fin 1991 : la grève de la faim contre le plan de licenciements organisée dans la plus grande firme industrielle du pays, le complexe sidérurgique de Nowa Huta (voir encadré en page 8). Ensuite, comme le soutien aux sidérurgistes s'est développé dans tout le pays, il a accepté en bloc leurs revendications pour essayer de calmer l'opinion publique. Ce recul du gouvernement a été perçu comme le signe que des actions de masse pouvaient gagner, indi-

* Membre du Courant de la gauche révolutionnaire (NLR) et rédacteur du bimestriel *Dalej* (Plus loin) de Varsovie.

1) Voir *Inprecor* n° 340 du 8 novembre 1991.

2) Actuellement, les trois principales fédérations syndicales de Pologne sont Solidarité, qui annonce 2 500 000 adhérents ; l'OPPZ (le mouvement syndical officiel créé sous la loi martiale, encore contrôlé par sa direction stalinienne d'origine), qui dit avoir 4 500 000 adhérents ; et Solidarité-80, une scission radicale de Solidarité ("80" constitue une référence au vieux syndicat Solidarité créé après les grèves d'août 1980), qui revendique 250 000 membres et se dit en pleine croissance. Tous ces chiffres sont probablement très grossis. En comparaison, Solidarité avait 10 millions d'adhérents en 1980-1981.

L'espoir renaît à Nowa Huta

Le gouvernement polonais a prévu d'importantes restructurations dans la sidérurgie, dont l'abandon de la production d'acier brut dans les chantiers de Nowa Huta, à côté de Cracovie, l'entreprise industrielle la plus importante de Pologne, avec 26 000 travailleurs. Le plan gouvernemental aurait provoqué la disparition de 6 à 10 000 emplois, dans l'immédiat, et d'environ 15 000 à la fin du processus de restructuration.

A Nowa Huta, les protestations ont commencé dès le début novembre 1991, sous l'égide de la section locale de Solidarité 80. Le 7 décembre, deux des plus grands ateliers de l'entreprise ont cessé le travail pendant trois jours et des débrayages d'une heure ou deux ont continué durant tout ce mois. Le 23 décembre, face au refus de la direction et du gouvernement de modifier leurs plans, les dirigeants du comité de grève ont décidé de mener une grève de la faim jusqu'à l'abandon des menaces de licenciements.

Ce n'est que le 6 janvier 1992 que, face à l'ampleur des mouvements de solidarité, le gouvernement a accédé aux revendications des sidérurgistes de Nowa Huta. C'est la première lutte victorieuse contre les licenciements en Pologne. Son succès s'explique en partie par l'organisation démocratique du mouvement, qui a permis de dépasser les divisions syndicales : les comités de grève ont été élus dans chaque atelier par tous les travailleurs, indépendamment des affiliations syndicales. Ainsi des membres du syndicat Solidarité "officiel" et de l'OPZZ ont participé aux débrayages, et même à la grève de la faim, alors que la lutte était dénoncée par les bureaucraties des deux syndicats — les dirigeants de Solidarité ont traité les grévistes de « révolutionnaires » et d'« anarcho-syndicalistes ». Ce mouvement a également été dénoncé par la hiérarchie catholique de Cracovie — les prêtres ont refusé de visiter les grévistes de la faim à l'occasion de Noël.

Aujourd'hui, la direction des chantiers de Nowa Huta refuse la réintégration à son poste du porte-parole des grévistes de la faim, Marek Kucia, un syndicaliste opposant de longue date au stalinisme, et les comités de grèves menacent de reprendre leur mouvement pour le défendre. Envoyez des messages de soutien aux comités de grève de Nowa Huta et demandez la réintégration de Marek Kucia en écrivant à :

NSZZ Solidarnosc-80, Budynek "S" pokoj 110, Huta im. T. Sendzimira,
Nowa Huta, Cracow, Pologne.

quant que le temps des protestations radicales ouvrières était revenu, et que le courant des deux dernières années serait peut-être finalement renversé.

Les sidérurgistes de Nowa Huta l'ont emporté le 6 janvier, après une grève de la faim de 15 jours (soutenue par des grèves classiques dans le complexe lui-même et par des grèves de solidarité dans d'autres entreprises). Début janvier, cette lutte a constitué la plus importante des questions de politique intérieure dans les médias polonais ; les effets de la victoire des ouvriers ont été immédiatement perceptibles.

Ainsi, le 8 janvier, la commission du syndicat Solidarité de l'industrie textile s'est réunie à Lodz, avec des délégués de 46 usines de tout le pays. La situation de l'industrie textile polonaise est dramatique — à Lodz, plus de 90 % des usines sont déjà techniquement hors jeu. Le chômage augmente de plus en plus dans cette ville et, durant la première semaine de janvier, Lodz a connu une manifestation de protestation spontanée de chômeurs. Suivant l'exemple de Nowa Huta, la commission textile de Solidarité a soutenu la décision des travailleurs de Lodz d'entamer une grève de la faim, demandant l'intervention du gouvernement pour que le paiement des salaires dans les industries textiles insolubles soit garanti et pour surveiller les licenciements. Dans les

jours suivants, les grévistes de la faim de Lodz ont été rejoints par des travailleurs du textile de plusieurs autres villes.

Trainée de poudre

Dans les jours suivants, l'exemple des grévistes de Nowa Huta et la colère consécutive à la hausse du prix de l'énergie a donné lieu à des débrayages et à des occupations d'usines dans de nombreux secteurs. Pour la première fois, des entreprises appartenant au capital privé local ou étranger y ont participé ; dans une usine privée de vêtements de Basse-Silésie, les ouvrières ont non seulement occupé leur lieu de travail, mais aussi pris le patron en otage — il devait être libéré, 36 heures plus tard, par les bureaucrates de Solidarité.

La décision gouvernementale d'augmenter le prix de l'énergie a été condamnée par les directions de toutes les fédérations syndicales. En plus des difficultés économiques causées par la hausse des prix, l'arrogant nouveau gouvernement a aussi enfreint la loi polonaise selon laquelle toutes les hausses de prix dans ce domaine doivent d'abord être soumises à une consultation avec les syndicats, ce que le gouvernement a délibérément ignoré. Sous la pression de la vague de grèves spontanées, les directions de Solidarité et de l'ancien syndicat officiel,

l'OPZZ, ont appelé à des protestations de manière coordonnée.

- La première protestation massive a eu lieu à Gdansk, où la section régionale de Solidarité a organisé un débrayage d'une heure, le 8 janvier.

- A partir du 9 janvier, les enseignants ont lancé plusieurs grèves d'une journée dans différentes régions.

- Le 13 janvier, une grève nationale d'une heure a été organisée par Solidarité, avec l'appui de syndicats locaux. La grève a remporté un succès important dans de nombreuses usines, où les débrayages ont duré toute la journée, avec des manifestations ; de nombreuses revendications locales ont été ajoutées à l'exigence nationale de l'annulation de la hausse du prix de l'énergie — environ 90 % des entreprises industrielles ont été touchées par ce mouvement ; ainsi sur 84 mines, seules quatre n'ont pas cessé le travail.

- Le 15 janvier, une journée de grève supplémentaire a été observée dans les usines d'aéronautique.

- Le 16 janvier, une journée nationale d'action, convoquée tant par l'OPZZ que par les fédérations de Solidarité-80, a donné lieu à des grèves, à des manifestations (20 000 personnes lors d'une manifestation de Solidarité dans le port de Szczecin) et à des marches de protestation dans la plupart des villes — dans certains endroits, les organisations locales de Solidarité ont également soutenu le mouvement.

Le syndicat Solidarité a menacé de lancer une grève générale si la hausse du prix de l'énergie n'était pas annulée, tout en suggérant aussi que des négociations avec le gouvernement pourraient peut-être permettre de dégager une solution de compromis. Les grèves locales continuent et se multiplient. Cependant, le mouvement syndical polonais dans son ensemble reste divisé et incapable de coordonner une action de protestation systématique. Il n'existe aucun projet qui tente de généraliser les leçons de ces dernières semaines et d'organiser des structures syndicales unitaires contre la politique du gouvernement.

Pourtant, les travailleurs de nombreuses entreprises avancent des revendications de plus en plus générales qui pourraient servir à unifier le mouvement — à ce propos, ce nouveau mouvement ouvrier a surtout mis l'accent sur la nécessité de protéger le secteur d'Etat de l'industrie contre des tentatives de le faire disparaître par une fiscalité discriminatoire et par la vente d'actions à des prix très bas à tout acheteur potentiel. Alors que les directions bureaucratiques des fédérations syndicales veulent axer leur orientation sur l'"illégalité" des récentes hausses des prix, toutes les manifestations de travailleurs se sont opposées au program-

me de privatisations gouvernemental, qui apparaît comme une politique qui sert seulement à enrichir les élites des anciens patrons staliniens et leurs successeurs post-staliniens, tout en conduisant au démantèlement de larges secteurs de l'industrie polonaise et au chômage. Jusqu'à présent, cependant, ces sentiments n'ont pas trouvé leur propre expression politique et organisationnelle.

Les errances de Walesa

Cependant, la faiblesse organisationnelle du mouvement ouvrier, qui reflète la désorientation politique générale engendrée par les deux ans de "gouvernement de Solidarité", pourrait être rapidement dépassée si des luttes de masse se développaient contre les effets des mesures du gouvernement. De plus, la possibilité d'emporter des victoires, qui pourraient aider à l'émergence d'un nouveau mouvement ouvrier conscient, se voit renforcée, de fait, par la division croissante et le désarroi des élites dirigeantes. Le gouvernement, visiblement ébranlé par l'ampleur des protestations ouvrières des deux dernières semaines, a seulement été capable de déclarer que les grèves étaient "sans objet" et a prévenu que, si elles continuaient, il serait obligé de démissionner.

Le président Walesa, qui avait déclaré à plusieurs reprises durant ces derniers mois que si des protestations ouvrières de masse explosaient, il prendrait "sa place" à leur tête, semble très embarrassé. Ce fut, en fait, le premier des dirigeants polonais à sentir les débuts de la nouvelle radicalisation, dès la fin novembre 1991. Il avait alors proposé une série d'amendements constitutionnels pour renforcer les pouvoirs du président de façon significative (lui permettant, par exemple, de nommer le Premier ministre et le cabinet ministériel) et permettraient aux autorités de gouverner par décrets. Ces amendements sont encore discutés par une commission parlementaire extraordinaire.

Depuis, Walesa est entré en conflit personnel avec des partenaires-clés du nouveau gouvernement de coalition à propos des pouvoirs respectifs du président et du gouvernement ; il a fait comprendre qu'il serait peut-être obligé de créer une nouvelle formation politique (jusqu'à présent, il a essayé de manœuvrer entre les partis existants et n'est lui-même lié à aucun). Dans le même temps, les sondages d'opinion montrent que si l'élection présidentielle de 1990 se renouvelait aujourd'hui, Walesa n'obtiendrait que 20 % des voix. ★

Varsovie, 17 janvier 1992

Qu'est-ce que l'intégrisme ?

Né d'abord dans la petite bourgeoisie, parmi des intellectuels issus de milieux populaires et des petits commerçants, soutenu par des secteurs traditionalistes de la moyenne bourgeoisie, l'intégrisme s'est développé comme phénomène de masse en Algérie, lorsqu'il est devenu un refuge pour nombre de marginalisés et de déshérités des zones urbaines qui, en l'absence d'un parti ouvrier de masse, croyaient rejoindre le parti de la contestation sociale, le plus radical contre le régime de l'oppression.

Chawki SALHI *



L'IDEE banale selon laquelle les intégristes se sont construits sur la base de l'Islam, est démentie par l'histoire concrète, celle qui a vu le Front islamique du salut (FIS) gagner à la pratique religieuse les jeunes qu'il gagnait politiquement. En supposant une essence islamique propre à la société algérienne, on ne dit pas pourquoi le phénomène intégriste a attendu les années 80 pour se manifester sur le plan politique. On ne prend pas en compte la simultanéité de phénomènes comme la remontée des pratiques magiques, le succès de l'horoscope, si peu arabo-musulman, et l'engouement pour le loto. L'intégrisme, c'est le parti du désespoir, il prend sa source dans l'échec apparent des solutions rationnelles présentes dans l'humanité et l'absence d'alternative porteuse d'espoir.

L'intégrisme est-il le fascisme ? Au sens banal de ce terme, qui signifie violence et répression, certes oui. Mais le débat est plus complexe si l'on prend en compte l'analyse marxiste du fascisme.

Oui, l'intégrisme peut réaliser une transformation qualitative des rapports entre les classes sur laquelle bute le régime depuis la fin des années 70. Il peut réduire brutalement le salaire réel, liquider les acquis sociaux, fermer et vendre les entreprises publiques, changer les cadences de travail, toutes transformations qui sont des conditions minimales pour permettre l'intégration au marché mondial.

Oui, l'intégrisme est admis à contre-cœur par la grande bourgeoisie qui hésite

entre coup d'Etat et cohabitation. Mais l'impérialisme ne sait pas encore s'il vaut mieux laisser s'écrouler, sous le poids de la dette, un pouvoir qui menace la stabilité de sa domination sur toute la région ou collaborer pour permettre à un régime de terreur de réaliser en urgence le plan d'ajustement du Fonds monétaire international (FMI).

L'intégrisme fait appel au nationalisme

Mais, c'est le nationalisme d'une nation opprimée, dominée et qui se trouve trop proche des griffes de la Communauté économique européenne (CEE) pour être laissée libre de se développer. Cela dit, ce ne seront pas des interdictions ou des massacres qui le feront intervenir, c'est la menace d'un écroulement des régimes vassaux.

Oui, l'intégrisme FIS projette la disparition des partis socialistes comme le disait Sahnouni, un des porte-parole de l'intégrisme, à Sétif en mai 1991 ; oui, il est hostile à

UN MINISTRE DES DROITS DE L'HOMME. POURQUOI PAS UNE FEMME MINISTRE PENDANT QU'ON Y EST ?!!



* Chawki Salhi est dirigeant du Parti socialiste des travailleurs (PST) algérien.

l'idée syndicale, puisque son syndicat, le Syndicat islamique des travailleurs (SIT), prône la collaboration et rejette l'opposition travailleurs-patronat. Il n'est pas né à côté du mouvement ouvrier, il s'est développé plutôt en son absence comme un monstrueux produit de remplacement. Il n'a pas forgé ses milices dans la lutte contre la protestation sociale et sa "nuit des longs couteaux" en sera plus compliquée.

Il est bien entendu un mouvement de la petite bourgeoisie et s'appuie d'abord sur la masse grandissante des déclassés, des rejetés par la société capitaliste en crise. L'Islam n'est pas la religion d'un ordre ancien combattu par la révolution démocratique, il est, au contraire, un substitut de l'identité nationale face à l'Occident colonialiste impérialiste. La montée du FIS permet, enfin, d'envisager de séparer le politique du religieux.

L'intégrisme n'est pas le fascisme, même s'il lui ressemble par certains aspects. Ceux qui l'appelleraient ainsi s'obligeraient à un traitement si spécifique que ce concept perdrait son caractère opérationnel.

La campagne du Comité national de sauvegarde de l'Algérie, mobilisant les démocrates contre la dictature, légitime le FIS aux yeux de son électorat (1).

Le seul moyen de résister à l'instauration d'une dictature intégriste, c'est la mobilisation pour la défense des acquis culturels et démocratiques.

Ce qui est spécifique dans la situation

algérienne, c'est qu'à l'inverse du credo des révolutionnaires d'ailleurs, le front unique ouvrier n'a pas de portée pratique. Il n'y a pas de parti de masse et le syndicat aujourd'hui ne s'est jamais vraiment autonomisé de la bourgeoisie, sans qu'on puisse identifier, à toutes les époques, la direction de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) comme une annexe du Front de libération nationale (FLN).

Comment vaincre le FIS ?

Comme ailleurs, la compromission avec le pouvoir responsable de l'échec ne peut réussir qu'à gonfler les rangs de l'intégrisme à une étape ultérieure. Pour vaincre l'intégrisme, il faut arracher aux intégristes la jeunesse des quartiers populaires, en continuant le combat contre le libéralisme et en résistant aux plans du FMI. Il faut que l'entreprise redevienne le centre de la lutte des opprimés ; la révolte des jeunes marginalisés des quartiers doit être la force de frappe et non la direction des masses populaires.

Nous ne sommes pas indifférents devant l'arrivée du FIS au pouvoir qui supprimerait nos libertés. Avant sa "campagne sourire", aux dernières élections législatives, il nous avait été donné d'entendre plusieurs fois de la bouche de ses dirigeants que notre parti serait interdit, voire notre droit de vivre contesté — et lutter contre une telle proclamation peut être très bien défendu devant l'histoire. Au contraire, on ne nous pardon-

Un répit transitoire

Abdelkader Hachani, leader provisoire du Front islamique du salut (FIS), arrêté le 22 janvier 1992, les partis menacés de suspension. Si le spectre de la dictature intégriste semble s'éloigner, celui de la dictature militaire se précise ; et la fenêtre démocratique ouverte par la révolte d'octobre 1988 continue à se refermer (voir *Inprecor* n° 344 du 17 janvier 1992).

Les militants du FIS sont les plus inquiets et toute la jeunesse vit avec une colère sourde ce coup qui frustre le FIS de la victoire.

Aucune réaction n'est à attendre du FIS qui a pris, en juin 1991, la mesure de son impuissance face à l'armée. « Prenez patience, jeûnez, priez, l'heure n'est pas venue... » C'est le discours que tient le FIS. Le pouvoir est à l'offensive, pressant les intégristes pour les pousser à la faute, arrêtant leur chef actuel pour une déclaration appelant les soldats à la voie de Dieu...

En fait, il semble que les militaires tiennent à maintenir un semblant d'ouverture politique, mais il leur faut démanteler le FIS ou, au minimum, le réduire. Au passage, ils veulent remodeler le paysage politique pour se doter d'un parti à même de rivaliser avec le FIS. Le Front de libération nationale (FLN) sera peut-être enterré, le Front des forces socialistes (FFS) contenu, le FIS laminé.

Mais quelle crédibilité peut avoir leur conseil consultatif quand les urnes ont déjà désigné qui est représentatif ? Quel crédit peut leur donner le personnage de Boudiaf, chef historique du FLN, importé à la hâte de son exil marocain, pour jouer les sauveurs de la nation à la tête du comité d'Etat ?

Il est clair que le pouvoir dispose d'un répit temporaire et que les échéances sociales vont bientôt sonner. Le FIS, ou plutôt l'intégrisme, est le vainqueur moral de ce coup qui le légitime comme représentant du peuple. La direction du FIS apparaît peut-être impuissante à changer le cours des choses, mais, dans quelques mois, quand la situation évoluera et mettra en évidence l'incapacité du pouvoir à résoudre les problèmes économiques, qui d'autre que l'intégrisme pourra se prévaloir de représenter le peuple démuni ? ★

Alger, 23 janvier 1992

Levez le blocus imposé au peuple irakien !

Depuis plus de dix-huit mois, le peuple irakien est soumis à un blocus économique asphyxiant qui, joint aux conséquences tragiques de l'agression impérialiste de janvier-février 1991, provoque un désastre alimentaire et sanitaire se traduisant par une forte mortalité qui touche les enfants et les personnes âgées en particulier.

Le peuple irakien ne saurait être tenu pour responsable des actes de la dictature de Saddam Hussein. Lui en faire payer le prix, sous le prétexte de punir le gouvernement qui l'accable, démontre bien que les soi-disant mobiles humanitaires de l'agression impérialiste contre l'Irak cachaient, en réalité, une volonté d'assujettissement de l'Etat irakien dans le cadre de l'hégémonie sur les zones pétrolières du Moyen-Orient.

Le Koweït a été restitué à un émirat plus réactionnaire que jamais ; le potentiel militaire de l'Irak, détruit dans une très large mesure ; son économie dévastée à un degré "apocalyptique" selon les termes mêmes de la mission d'enquête de l'ONU ; et pourtant, l'impérialisme persiste, sous couvert du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations-Unies, à vouloir imposer à ce pays le paiement de réparations à ses voisins beaucoup plus riches que lui.

Ce blocus est infâme. Il faut exiger sa levée immédiate et inconditionnelle, ainsi que le respect du droit des peuples arabe et kurde de l'Irak à l'autodétermination. ★

Résolution adoptée par le CEI de la IVe Internationale, janvier 1992

nerait pas la désinvolture qui nous ferait négliger d'informer les masses de ce danger imminent.

Mais soutenir le régime [du FLN, ndlr] responsable de tout ce désespoir, c'est abandonner le peuple à ce parti, alors même que la politique économique libérale ne fera qu'augmenter la misère et donc grossir le rang des intégristes.

La compromission de Benhammouda, secrétaire général de l'UGTA, nous coûtera cher. Le SIT qui n'arrivait pas à se stabiliser comme alternative, peut se trouver, ainsi légitimé. Déjà, les grèves seront plus difficiles à mener.

Il est temps pour nous de prendre les initiatives pour bâtir un pôle de référence syndical, embryon de la direction syndicale nécessaire. Il s'agit de faire émerger une alternative de lutte qui arrache l'hégémonie aux intégristes. ★

Alger, 23 janvier 1992

1) A l'initiative de l'UGTA et d'organisations patronales, le comité demandait l'annulation du second tour des élections législatives ; il regroupait des dirigeants de différents partis démocrates dont le Parti communiste algérien.

Les mosaïques du monde arabe



Nous publions la deuxième et dernière partie de l'entretien que nous a accordé Abraham Serfaty, le dirigeant de l'organisation révolutionnaire marocaine Ila Al-Amam, libéré en septembre 1991 des geôles de Hassan II (voir *Inprecor* n° 344 du 17 janvier 1991).

Abraham Serfaty aborde cette fois des questions complexes de l'identité arabo-berbère du Maroc, du nationalisme arabe, ainsi que du conflit du Moyen-Orient.

INPRECOR : Dans la première partie de notre entretien, tu as évoqué les progrès faits par Ila Al-Amam sur certains aspects de la question nationale ou identitaire au Maroc, et notamment la prise en compte de l'identité berbère. Tu as même qualifié le Maroc, dans des écrits récents, de nation arabo-berbère. Peux-tu préciser ce que tu entends par là ? Comment définissez-vous le rapport entre les deux identités arabe et berbère ? Et, enfin, qu'entends-tu par "nation" ? Je me réfère, là, au vieux débat sur la nation arabe — comme tu le sais, en langue arabe, il y a une distinction entre le terme utilisé pour désigner les communautés constituées au niveau des Etats existants (souvent, "watan") et celui qui désigne l'identité nationale à l'échelle arabe ("oumma") ?

Abraham SERFATY : Cette question est tout à fait fondamentale. Je pense que nous tous, marxistes arabes, nous devons faire un effort sur cette question. Jusqu'à présent, la problématique dominante sur la question nationale arabe a été petite-bourgeoise, conduisant aux désastres que l'on connaît en Syrie et en Irak, mais aussi dans le mouvement de libération arabe.

Malheureusement, nous n'avons pas élaboré une autre approche cohérente. Les partis communistes arabes ont tendance à sous-estimer ce problème et, généralement, les mouvements arabes autonomes marxistes ou marxistes-léninistes, qui se sont formés dans la Révolution palestinienne ou sud-yéménite, ont plus ou moins suivi cette problématique petite-bourgeoise.

Au Maroc, nous avons réfléchi au problème berbère ; mais nous ne sommes qu'au début d'une réflexion sur la question natio-

nale, qui ne peut, à mon avis, être menée par une seule personne, ni par un seul mouvement dans un seul pays arabe. Il faut nécessairement une réflexion d'ensemble des marxistes du monde arabe : c'est une tâche importante et urgente.

En ce qui concerne le Maroc, nous pensons que s'y est constituée au cours des millénaires une nation arabo-berbère qui n'est pas la simple juxtaposition de deux identités (berbère et arabe), mais l'intégration, la symbiose entre le substrat berbère de la nation marocaine, dont les fondements ont commencé à être posés il y a 4 000 ans, et l'apport arabe. Dans ce dernier, nous intégrons l'apport de l'Islam, dans sa composante populaire, pas la *sunna* ni la *charia*, mais la culture arabe, le progrès culturel et économique qui a entraîné l'essor du monde arabe dans les premiers siècles de l'Islam. La symbiose arabo-berbère s'est réalisée au Maghreb, au niveau de la population et des régions, et pas au niveau des Etats centraux.

En outre, il faut partir du concept de nation, qui n'est pas simple, et qui n'est pas encore assez élaboré. Le concept dominant de nation relève du modèle européen — je ne parle même pas de l'Etat-nation, mais de la référence aux nations achevées. Or, en fait, l'histoire ne se déroule pas ainsi. Personnellement, je pense que la nation est une dynamique : au début, il y a les premières formes de transcendance des structures tribales — ce qui ne veut pas nécessairement dire négation de ces structures.

Dans le monde arabe, ce processus est très nettement différent de celui de l'Europe, où les nations se sont formées sur la destruction des formes pré-capitalistes : des nations se forment par la transcendance des tribus, mais non par leur destruction. Lorsque ce processus de transcendance commence, je pense que nous rentrons dans la dynamique nationale.

Cette dynamique est à deux niveaux dans le monde arabe : un niveau que l'on peut appeler *watan*, comme dans le cas du Maroc, et un niveau global que l'on appelle l'*oumma*. Le problème, c'est que le mouvement nationaliste arabe a tendu à idéaliser la notion d'*oumma*, en la présentant comme si elle avait existé, dans son sens moderne, depuis toujours (depuis l'Islam au moins) et en l'établissant sur des fondements idéalistes : la religion et la langue. Les mouvements à tendance dite laïque, comme le Baas, ont privilégié la langue, sans écarter l'Islam, mais on en est resté là.

A mon sens, il faut partir de l'enracinement des nations, d'abord dans la symbiose des collectivités humaines et de leurs terres — c'est en fait la tribu. Ces symbioses sont intégrées à un niveau supérieur par la création de liens commerciaux, puis de noyaux urbains, d'un réseau ville-campagne qui crée peu à peu le substrat de la nation, sous une forme qui n'est pas forcément structurée politiquement, mais qui l'est économiquement et aussi culturellement avec, dans une certaine mesure, un support linguistique commun. Je pense que la dynamique nationale sur le très long terme peut être cela.

Mais, avant l'Islam, cette dynamique nationale, qui avait commencé à se former en tant que nation-*watan* si l'on peut dire (c'est clair et net pour la nation égyptienne qui a existé de façon très personnalisée), était, dans une certaine mesure, encore en gestation dans le Maghreb comme nation berbère en développement, en dynamisation, où les réseaux villes-campagnes n'étaient pas encore assez structurés, et où la culture, dans le sens de l'écriture, n'était pas encore assez développée.

La greffe arabo-islamique a donné une dynamique nouvelle à ce développement — c'est incontestable — avec des contradictions, des antagonismes, des luttes. Sur le long terme, s'est créée, dans le Maghreb, une symbiose au niveau des peuples — et pas du tout des empires, marocain ou ottoman, qui cherchaient à les dominer — dont ont résulté, au Maroc et en Algérie, deux nations arabo-berbères.

Mais la greffe arabe n'était pas locale ; elle était liée à d'autres dynamiques qui se développaient ailleurs, dans l'ensemble du monde arabe : cela rattache donc la formation de ces nations arabo-berbères à la dynamique nationale arabe. Celle-ci, qui a eu un essor considérable jusqu'il y a cinq ou six siècles, a depuis régressé ; elle n'a donc pas pu se structurer davantage. Elle a repris son essor depuis un siècle, dans les milieux de militants politiques et d'intellectuels, en tant que plate-forme d'action anti-impérialiste — ce qui est important —, tout en étant marquée par les conceptions idéalistes que l'on sait.

Voilà pourquoi il faut que nous, militants révolutionnaires arabes, marxistes en particulier, à la lumière des impasses auxquelles a conduit la démarche idéaliste dans ce domaine, nous puissions reconstruire une nouvelle problématique. Il y a une dynamique nationale arabe (*qoumya*), plus qu'une *oumma* arabe constituée. Tous les internationalistes arabes sont d'accord pour parler de mouvement national arabe, terme qui correspond à la réalité actuelle de la phase historique que nous vivons.

Nous devons, à la fois, mener dans nos différentes nations, là où existent des nations (ce n'est pas évident pour certains Etats artificiels), une action pour la révolution et, en même temps, participer au mouvement national arabe comme perspective historique, anti-impérialiste, antisioniste et, bien sûr, anti-réaction arabe, dans la perspective historique de construire une nation arabe, par la victoire des révolutions dans les différents pays et aussi par la solidarité entre nos divers mouvements révolutionnaires — nécessairement plus forte, plus étroite et plus organique que la solidarité impérialiste entre les mouvements révolutionnaires de l'ensemble du monde.

◆ *La distinction que tu établis entre mouvement national et nation ne me semble pas très claire. Tu parles de dynamique nationale unificatrice et tu te prononces pour cette unification, de nature étatique. Mais si, comme tu l'as dit au départ, il ne faut pas confondre nation et État-nation, et s'il existe une volonté de créer un cadre étatique commun, de réaliser l'unification, c'est bien pour unifier un ensemble humain lié par la conscience commune de constituer une nation.*

En tout état de cause, je pense que le processus d'unification au niveau des Etats ne peut venir que d'Etats que l'on pourrait, pour simplifier, appeler révolutionnaires, libérés de toute emprise impérialiste, féodale ou réactionnaire — là-dessus nous sommes tout à fait d'accord. Même s'il y a des divergences de structuration sociale et politique d'un pays à l'autre, à partir du moment où les peuples ont conquis de tels Etats révolutionnaires, un processus d'unification peut s'engager.

À mon avis, à moyen terme, cela pourrait devenir possible pour le Maghreb, qui pourrait alors s'engager dans une voie d'unification étatique. En même temps, une telle perspective, parce qu'elle répond aux aspira-

tions des peuples, est un facteur de mobilisation dans la lutte révolutionnaire. Quand je dis que nous devons faire la révolution dans chacun de nos pays, ce n'est jamais en les fermant à cette perspective, à la fois parce que ce n'est pas juste et parce qu'elle est un ferment de dynamisation révolutionnaire — c'est une aspiration profonde des peuples arabes et arabo-berbères, à condition de situer clairement chaque personnalité spécifique et de ne pas la dissoudre dans un ensemble mythique.

À l'échelle de l'ensemble de la nation arabe, c'est un processus qui peut être beaucoup plus long que pour le Maghreb, compte tenu de toutes les divisions qui existent au Machrek et de la très grande difficulté à réaliser la libération de toute la Palestine (la suppression de l'Etat sioniste — évidemment, il ne s'agit pas de « Jeter les juifs à la mer » !). Mais il faut aussi tenir compte de l'énorme importance stratégique que représente pour l'impérialisme mondial, le pétrole du Golfe. La bataille sera donc à long terme : il faut parvenir à un encerclement du Golfe par des Etats révolutionnaires — et nous en sommes évidemment encore loin — avant de pouvoir peser plus directement, et non par des guerres classiques mais par des mouvements révolutionnaires et par la solidarité révolutionnaire avec les forces militantes de cette région. Il faudra aussi une



« Connais ton pays » (Al Hayat- Algérie, reproduit par *Courrier International*).

action parallèle en direction des opinions publiques internationales, notamment celles des pays occidentaux, pour isoler les forces impérialistes les plus agressives et bellicistes.

◆ *L'objectif d'unification à l'échelle arabe, la dynamique nationale arabe dont tu parles, rencontrent des réticences et des oppositions dans certaines régions berbères, notamment en Kabylie. Comment vois-tu le rapport entre le refus possible dans certaines régions de cette orientation-là*

et une éventuelle volonté majoritaire d'unification ? Autrement dit, comment se pose, selon toi, le problème de l'autodétermination pour les régions à spécificité ethnique ? D'autre part, la question berbère est-elle, selon toi, une question "pan-berbère", ou a-t-elle plutôt des caractéristiques régionales qui font qu'elle se cristallise différemment d'une région à l'autre ?

D'abord, il faut voir le problème de tous les ensembles marginaux au monde arabe qui en font partie politiquement aujourd'hui, mais qui ne font pas partie de la nation arabe. Nous sommes bien d'accord sur le fait que les régions négro-africaines du Sud de la Mauritanie ou du Soudan, ou, bien sûr, la nation kurde ont le droit à l'autodétermination, jusqu'à la séparation et à la formation de leur propre nation sur leur territoire, si elles le souhaitent.

En revanche, lorsque l'on étudie l'histoire du Maroc, on voit qu'il y a une imbrication, une véritable mosaïque arabo-berbère. Il est très difficile, sauf dans certains cas spécifiques, de parler d'un découpage territorial entre une région berbère et une région arabe, comme on pourrait le faire pour les Kurdes par rapport au reste de l'Irak. Ce qui ne veut pas dire que des idées séparatistes

n'existent pas ; elles existent plus précisément dans le Rif, où il y a des courants indépendantistes rifains.

La réponse à de tels courants ne peut être trouvée que dans la lutte commune. Si le mouvement révolutionnaire marocain a une plate-forme correcte sur la question arabo-berbère au Maroc, je suis convaincu que nous pourrions gagner ces militants indépendantistes à une vision non séparatiste du problème rifain — l'écho de nos thèses chez nombre de militants rifains qui ont été à l'avant-garde des insurrections de 1984, est significatif.

Mais la question doit être résolue démocratiquement, c'est essentiel. En Algérie, même si le problème berbère est moins étendu qu'au Maroc, il est plus cristallisé en Kabylie pour des raisons historiques — notamment du fait de l'émigration kabyle très ancienne en France et d'autres raisons historiques. Chez les Kabyles, il y a un sentiment beaucoup plus généralisé de personnalité et de rejet du rattachement à l'arabité. Il n'est pas facile, non plus, pour les militants marocains berbères d'admettre que nous sommes arabo-berbères et que nous faisons partie intégrante d'une dynamique

nationale arabe. C'est impossible, en tout cas, si l'on part d'une conception idéaliste petite-bourgeoise de la nation arabe ; l'on n'y parvient qu'en opposant à cette dernière une conception matérialiste historique et dynamique de construction de la nation arabe, et du Maroc comme nation arabo-berbère.

Dans ce sens, s'il n'est pas juste de parler de "pan-berbérisme", il est juste néanmoins de parler d'une langue berbère, la *tamazigh*, pour l'ensemble des populations berbérophones de tout le Maghreb. Il y a actuellement plusieurs dialectes berbères, qui peuvent s'unifier en une langue de culture écrite berbère. Ma seule divergence avec certains militants ou linguistes berbérophones, c'est que je préférerais que cette langue soit écrite en caractères arabes, pour des raisons purement et simplement pédagogiques et non pour consacrer une quelconque domination arabe ; pour que les enfants berbérophones apprennent leur langue et puissent passer, sans difficulté, à l'étude de la langue arabe. Il faudrait que le Maroc ait comme la Suisse plusieurs langues nationales, mais que les enfants n'aient guère de difficultés d'écriture.

En Algérie, le problème est plus compliqué : ce n'est que si un mouvement algérien révolutionnaire et démocratique se montre capable de mettre en avant une telle perspective que ses militants pourront aider ceux de Kabylie à avancer vers une conception comme celle que je décrivais — mais à une condition majeure : il faut voir le problème de la nation arabe dans sa dynamique nationale unificatrice, et non en opposition aux nations concrètes existant aujourd'hui en Algérie ou au Maroc.

Cette dynamique ne doit pas entraîner une dissolution des personnalités nationales de chaque pays, comme le Maroc ou l'Algérie, ou comme le Maghreb dans son ensemble : la future nation arabe ne veut pas dire l'uniformité. L'ensemble maghrébin maintiendra, dans la grande nation arabe, sa spécificité arabo-berbère. Et même dans notre conception d'un Maroc libre, nation arabo-berbère, il y a place pour les autonomies régionales.

◆ **Tu verrais donc une solution de la question kabyle dans ce que tu appelles l'autonomie régionale ?**

Oui, autonomie régionale au niveau de la gestion politique de la Kabylie et égalité de la langue berbère, élaborée comme langue de haute culture pour l'ensemble des Berbères du Maghreb, avec la langue arabe.

◆ **Quelle serait la place des Juifs israéliens d'origine arabe par rapport**

à la nation arabe ? Tu as souvent abordé ce thème, mais vu d'Israël, la façon dont tu soulignes l'identité arabe des Juifs israéliens en provenance de pays arabes, ceux du Maroc en particulier qui sont une proportion importante de la population de l'Etat d'Israël, semble dépassée, dans une large mesure, par la force intégratrice du sionisme.

Actuellement, ce qu'était le judaïsme arabe se trouve concentré, pour sa très grande majorité, dans ce qu'on appelle les Juifs orientaux de l'Etat d'Israël. La communauté juive marocaine, plus que d'autres, est importante dans d'autres pays également, en France, au Canada et un peu au Maroc.

J'ai moi-même beaucoup étudié ce problème au début des années 80, et les quelques renseignements que j'ai pu obtenir me permettent de penser que l'analyse que j'en faisais reste juste. Comme potentiel, non comme réalité politique immédiate, il y a une contradiction objective entre la défense par les Juifs orientaux, et plus précisément arabes, de leur identité comme Juifs arabes et la structure sioniste de l'Etat d'Israël — non seulement parce que le sionisme est ce qu'il est, mais parce qu'il est essentiellement une idéologie de domination de l'*establishment* sioniste, dominé par les grands capitaux rattachés au capital international ashkenaze, de fait euro-américain, installé en Israël, auquel s'intègre la bourgeoisie sépharade.

C'est particulièrement net pour les dirigeants de la communauté juive marocaine qui sont en fait des hommes d'affaires internationaux, en même temps que des courtiers de Hassan II.

Les Juifs orientaux sont des citoyens de second rang dans l'Etat d'Israël, aussi bien du point de vue économique que par la négation de leur identité culturelle et de leur spécificité religieuse qui n'est pas la même, par exemple, que celle des Juifs de Pologne. Ils subissent une exploitation économique, mais aussi une oppression culturelle — autant de contradictions entre la masse de ces Juifs

arabes d'Israël, et plus particulièrement des Juifs marocains — une communauté plus cohérente — et la structure sioniste de l'Etat d'Israël.

Si néanmoins les Juifs arabes d'Israël sont solidaires de l'Etat, il faut bien en situer les responsabilités : évidemment, c'est d'abord la force intégratrice du sionisme, mais c'est aussi le fait qu'un projet de paix, qui admet la reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat sioniste, bouche toute perspective à ce judaïsme oriental d'Israël. Celui-ci se trouve enfermé dans ce projet — alors que l'expression de son identité ne peut se faire que par la lutte révolutionnaire contre la structure sioniste de l'Etat d'Israël.

Il y a quelques noyaux militants au sein des masses populaires juives orientales de l'Etat d'Israël, qui luttent dans cette voie ; mais ils ont été constamment étouffés par le système de récupération de l'appareil politique israélien et aussi confinés politiquement, par ce qui apparaît actuellement comme le seul projet de paix.

Les Juifs orientaux n'ont aucune perspective ; leurs alliés naturels, qui seraient les révolutionnaires palestiniens, les abandonnent. Voilà pourquoi aussi la Conférence de Madrid et les illusions qui existent là-dessus mènent nécessairement à l'impasse (1). Il faudrait que la révolution palestinienne élabore une stratégie qui intègre cette contradiction objective de l'Etat d'Israël. On ne peut l'emporter contre le sionisme qu'en faisant éclater ses contradictions internes ; et la contradiction majeure se trouve au cœur même de l'entité sioniste, entre le judaïsme oriental et la structure sioniste de l'Etat. Faire éclater cette contradiction est le rôle des révolutionnaires israéliens, mais aussi de tous les révolutionnaires arabes, et notamment des Palestiniens, ainsi que des révolutionnaires du monde entier. Ce n'est qu'à cette condition qu'il y aura une renaissance du judaïsme arabe, à laquelle pourra aussi contribuer le fait que dans tel ou tel pays arabe se fasse une véritable révolution.

Personnellement, en juin 1967, une des raisons de ma prise de conscience de la nécessité de s'engager dans une nouvelle voie révolutionnaire a été d'abord la découverte que tous mes anciens compagnons de lutte, à une exception près, étaient racistes : ils étaient tombés dans le nationalisme arabe le plus raciste, antijuif et pas seulement antisioniste, à partir duquel on ne peut faire aucune révolution. Or, le seul moyen de faire revivre un jour le judaïsme marocain est d'avoir un Maroc révolutionnaire. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là et dans la dynamique du mouvement révolutionnaire marocain qu'on pourra créer un pôle d'attraction pour ces Juifs marocains oppri-



1) Voir *Inprecor* n° 340 du 8 novembre 1991.

més en Israël, à la fois pour leur lutte là-bas, pour qu'ils participent à la lutte antisioniste dans l'Etat d'Israël, mais aussi pour qu'ils puissent un jour revenir au Maroc.

◆ *Comment s'articule cette contradiction que tu définis comme fondamentale, entre judaïsme oriental et judaïsme ashkenaze dans l'Etat d'Israël avec la contradiction "classique" entre le prolétariat, dans toutes ses composantes ethniques, et l'Etat bourgeois ?*

La contradiction ne se situe pas entre le judaïsme oriental et le judaïsme ashkenaze, mais entre le judaïsme oriental et l'ensemble des structures sionistes de l'Etat d'Israël, qui puise ses fondements historiques dans ce qui s'est passé en Europe orientale avec la guerre mondiale et le génocide nazi, notamment. Mais ce fait n'est pas inhérent au judaïsme ashkenaze — de nombreux Juifs ashkénazes sont militants révolutionnaires ou militants antisionistes. La structure raciale de l'Etat d'Israël a privilégié le judaïsme ashkenaze, par exemple dans la Histadrout et dans un certain nombre de structures,

dont les kibboutzim, etc. ; il est donc plus difficile de faire comprendre le combat antisioniste à la classe ouvrière juive ashkenaze d'Israël.

Il faut tenir compte de la composante identitaire, sans opposer une identité à l'autre. L'establishment sioniste est finalement l'ennemi des deux : mais il est plus visible pour le judaïsme oriental que pour le prolétariat juif ashkenaze.

◆ *Comment poses-tu la question du statut futur de la population judéo-israélienne, dans toutes ses composantes, dans une perspective programmatique dont l'objectif central est le démantèlement de l'Etat sioniste par le mouvement révolutionnaire ?*

Pendant longtemps, j'ai cru à l'Etat démocratique palestinien comme étape immédiate, sans étape intermédiaire. Ce n'est que dans les années 80, et dans les

réflexions que j'ai pu faire en 1982, avant la guerre du Liban, que j'ai réalisé que ce n'était pas un objectif perceptible par les Juifs israéliens dans leur ensemble. Il faut mettre en route un processus démocratique allant dans cette direction ; si l'on veut aboutir à un Etat démocratique, il ne peut pas être imposé par la guerre. Malheureusement cela n'a pas toujours été posé comme cela.

Il faut que les Juifs israéliens, dans leur majorité, fassent leur le concept d'Etat démocratique palestinien. Or, ce n'est pas possible actuellement, et c'est pourquoi il faut une étape intermédiaire. Personnellement, je crois que cette étape consiste en deux Etats — israélien et palestinien — garantis internationalement (le plan de Fès de septembre 1982 correspond à cette idée), avec l'impossibilité à partir de l'institution de ces deux Etats d'une quelconque guerre entre Etats de la région (2).

Tant que l'Etat d'Israël sera sioniste, il ne pourra jamais accepter cette solution ; il faut donc que les militants de la paix en Israël se débarrassent de l'institution sioniste. C'est pourquoi il faut faire comprendre à

l'opinion publique internationale, et notamment occidentale, que tant que l'Etat d'Israël sera sioniste, la paix ne sera pas possible au Proche-Orient. La part majeure pour lutter contre la "désionisation" de cet Etat revient aux militants révolutionnaires et à l'ensemble des masses populaires juives israéliennes.

Lorsque le mouvement de l'opinion publique mondiale et du mouvement interne progressiste et révolutionnaire chez les Juifs israéliens sera assez fort pour abattre la structure sioniste de l'Etat d'Israël, dans une perspective de paix et non pas de destruction de cet Etat comme tel, les conditions de la paix seront réunies pour deux Etats — l'Etat d'Israël dans ses frontières d'avant juin 1967 et l'Etat palestinien sur l'ensemble des territoires palestiniens occupés en juin 1967, Al-qos y compris.

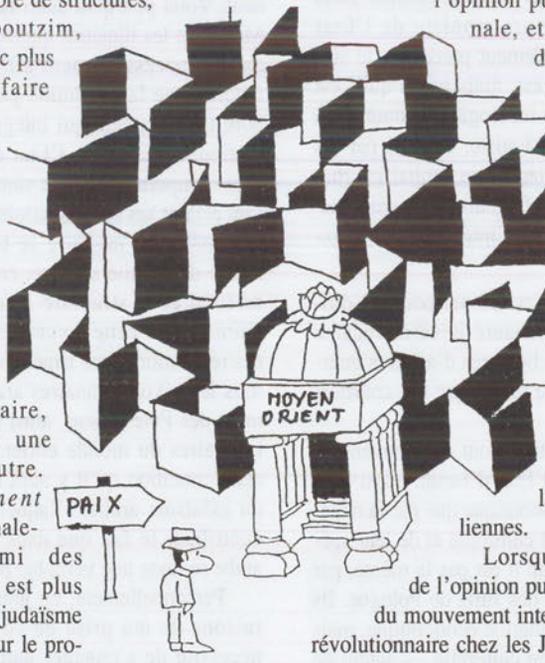
Le plan de Fès laisse la voie ouverte au devenir : il ne prévoit pas la reconnaissance mutuelle, que je désapprouve. Si l'utopie de l'Etat démocratique palestinien s'avère viable pour l'ensemble des habitants de la terre de Palestine —, j'estime que c'est une

utopie plus élevée, au sens de la morale humaine, que deux Etats sur la terre de Palestine — c'est le devenir historique de ces populations qui devra le définir démocratiquement.

◆ *Tu parlais des conséquences néfastes, notamment pour la dynamique des ruptures en Israël même, de la perspective de paix avec l'Etat sioniste tel quel. Or, le plan de Fès, c'est tout à fait cela. Je crois que tu donnes une valeur qu'il n'a pas au plan de Fès, surtout quand on sait de qui émane ce plan.*

Le plan de Fès ne se prononce pas sur la nature sioniste ou non de l'Etat d'Israël. Mais l'OLP jusqu'à cette date-là, et même jusqu'à la veille du Conseil national palestinien d'Alger de 1988, se prononçait pour un Etat non sioniste. J'estime qu'elle aurait pu continuer à dire que — même si sur le fond ce n'était pas à elle d'exiger que l'Etat d'Israël ne soit pas sioniste — tant qu'il l'était, il n'y aurait pas de paix possible. L'OLP aurait dû maintenir le combat politique et idéologique contre le sionisme. Mais, c'est là où il faut distinguer le niveau diplomatique : ce n'est pas à des Etats, ni même à une organisation de libération nationale comme l'OLP, d'exiger d'avance que l'Etat adverse ait tel ou tel caractère ; c'est aux militants révolutionnaires de ce dernier de se battre pour qu'il ne soit pas sioniste, et à ceux du monde d'expliquer qu'il n'y aura pas de paix tant que cet Etat restera sioniste.

◆ *Mais il y a, par ailleurs, un autre problème qui se pose même dans la perspective d'un Etat israélien non sioniste dans les frontières de 1967. Que devient le droit au retour des Palestiniens — dont la majeure partie est originaire des territoires sur lesquels s'est établi l'Etat d'Israël en 1948 — et leur droit à continuer leur lutte sous toutes ses formes pour ce droit, lutte qui reste légitime tant qu'il n'est pas assuré ? Des plans comme le plan de Fès, comprenant*



2) Le plan de Fès est un plan en huit points adopté par le sommet arabe tenu dans la ville marocaine du même nom en septembre 1982. Il faisait suite à l'évacuation des combattants palestiniens de Beyrouth assiégée par l'armée israélienne et à l'annonce par le président américain Reagan de son plan de règlement du conflit israélo-arabe — auquel l'adoption du plan de Fès a fait écho. En fait, le plan de Fès est aussi connu sous le nom de plan Fahd : le roi saoudien en avait proclamé la substance — retrait israélien des territoires occupés en 1967 contre garantie par le Conseil de sécurité de l'ONU du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix — dès août 1981. Une première tentative de faire adopter ce plan par un sommet arabe, convoqué en novembre 1981 à Fès, avait été mise en échec par l'OLP, la Syrie et la Libye qui avaient boycotté la réunion. La deuxième tentative a réussi dans un contexte marqué par une nouvelle défaite arabe au Liban.

des garanties étatiques internationales pour les frontières de l'Etat sioniste, sont en contradiction avec ces droits. Un autre droit laissé pour compte est celui des Palestiniens arabes restés sous la juridiction de l'Etat d'Israël dans ses frontières de 1948 : si l'on admet ces frontières, on règle d'avance leur droit à l'autodétermination dans les régions où ils sont majoritaires comme la Galilée, voire dans leurs villes et villages.

Le plan de Fès n'est pas une reconnaissance de l'Etat d'Israël ; il instaure ce qu'on a appelé un "état de non-belligérance" entre l'Etat israélien et ses voisins. Par ailleurs, j'ai toujours écrit que le plan de Fès était valable à l'exception de son préambule qui accepte la résolution des Nations-Unies de 1947, celle du partage de la Palestine.

A cet égard, il va de soi que le droit au retour fait partie intégrante de la lutte palestinienne. Il reste inscrit dans les résolutions des Nations-Unies, et c'est une des contradictions de celles-ci. Mais il faut que l'OLP, et nous tous révolutionnaires arabes, soyons conséquents là-dessus : nous ne devons faire aucune concession sur les résolutions de l'ONU qui consacrent l'Etat d'Israël d'une façon ou d'une autre. Nous pouvons adopter comme objectif tactique le plan de Fès, mais à condition de ne pas en reconnaître le préambule et de ne rien accepter de ce qui consacre l'Etat d'Israël, comme Etat sioniste ou même non sioniste.

Nous disons que l'Etat souverain palestinien doit se trouver sur les territoires occupés en 1967, parce que la conjoncture internationale permet de poser cela seulement, ni plus ni moins, et parce qu'il nous faut pouvoir dialoguer avec l'opinion publique internationale et la gagner, pour gagner la bataille contre les gouvernements. Ceci dit, les frontières de 1967 sont tout à fait injustes, tout comme celles du plan de 1947, mais l'opinion mondiale ne peut comprendre cela aujourd'hui. Il nous faut aussi gagner une majorité de l'opinion publique israélienne en tenant compte des contradictions que j'ai déjà décrites.

Il faut que, dans l'Etat d'Israël, le droit au retour des Palestiniens soit reconnu. Si c'est un Etat laïc et non sioniste, cela veut dire la pleine citoyenneté pour tous, avec ce que cela signifie comme contradictions.

Le plan de Fès est porteur, à mon avis, d'un avenir d'unification de la Palestine par des luttes politiques au sein même de l'Etat d'Israël qui déboucheraient sur un Etat unifié — avec le droit au retour, la pleine citoyenneté des Palestiniens et des contradictions majeures entre sionistes et antisionistes. Pour aboutir au plan de Fès, je pense qu'il faudrait une lutte politique au sein

même de l'Etat d'Israël, qui pourrait aller jusqu'à la guerre civile et provoquer une accélération de l'histoire. Le plan de Fès, sans concessions de principe, contrairement à ce que fait aujourd'hui l'OLP, peut déboucher sur une transcendance immédiate, sans discontinuité, de la dynamique même des luttes.

◆ **Mais les régions de peuplement arabo-palestinien, dans les frontières de 1967, devraient avoir le droit de se retirer de la juridiction israélienne, même si elle est non sioniste, pour se rattacher à l'autre ensemble palestino-arabe.**

Cette revendication est tout à fait juste et doit être posée sur la table des négociations, une fois le rapport de forces modifié pour créer des conditions saines, pas comme pour la Conférence de Madrid !

◆ **Nous ne pourrions épuiser ces débats en un seul entretien. Il nous faut les poursuivre. Une dernière question pour conclure : quelles réflexions t'inspire l'écroulement de l'Union soviétique, à toi, militant communiste de très longue date ?**

Tu sais très bien que depuis le début des années 60, j'avais rompu avec le dogme et le modèle soviétiques. Mais j'imaginai quand même encore, jusqu'au mois d'août 1991, qu'il y aurait des potentiels — particulièrement en Russie et en Ukraine, vu l'histoire de la classe ouvrière de ces républiques gagnée aux idées du marxisme depuis plus d'un siècle, et qui s'était dotée d'un parti révolutionnaire — et que les choses ne seraient pas à ce point décomposées. Malheureusement, cet écroulement de l'ancienne URSS est, je dois dire le mot, douloureux ; j'espérais qu'il y aurait des potentiels prolétariens plus importants que ceux qui apparaissent aujourd'hui. Je ne désespère pas que de tels potentiels, notamment en Russie et en Ukraine, ressurgissent. Ce sera un long chemin, difficile.

Dans l'immédiat on assiste au triomphe à l'échelle mondiale non seulement de l'impérialisme américain, de *Bush Imperator*, mais aussi des idées selon lesquelles c'est le libéralisme, le capitalisme et l'économie de marché qui ont triomphé et que c'est la seule voie pour les peuples.

Nous, peuples du tiers monde, nous devons tenir compte des leçons, des échecs de la planification bureaucratique — sans bien sûr tomber, pour autant, dans l'idéalisation du marché — pour les problèmes de la libération nationale, y compris sur le plan économique. Quant au reste de l'ancienne URSS, en dehors de la Russie et de l'Ukrain-

ne, dont les républiques qui, comme l'Azerbaïdjan et les quatre républiques d'Asie centrale, sont plus proches de nous à bien des égards, je ne suis pas en mesure de dire clairement vers où elles vont évoluer. Qu'elles se soient détachées d'une tutelle russe et quels que soient les risques de la situation présente, cela finira par être positif à moyen ou long terme et elles pourront rejoindre un mouvement général de libération des peuples de la région ; mais ce sera difficile.

Sur le plan idéologique, nous tous, marxistes conséquents, avons commencé à dépasser les anciens sectarismes depuis un certain temps ; maintenant, il faudrait qu'on se mette tous ensemble, et très fraternellement, à réfléchir aux leçons de cette expérience dramatique qui a commencé avec la grande révolution d'Octobre. L'apport critique qu'a su faire la IVe Internationale, avec peut-être aussi certaines choses à revoir dans cet apport critique, celui également de militants marxistes-léninistes dont je suis ayant rompu avec le stalinisme, avec le khrouchtévisme, et avec l'idéalisme qu'a contenu le maoïsme et qui sachent dépasser eux aussi leurs limites et leurs sectarismes antérieurs — il faut aussi tenir compte de l'expérience chinoise, comme expérience révolutionnaire mais aussi expérience de construction du socialisme, avec ses limites et ses apports positifs. Ces apports divers doivent alimenter notre réflexion conjointe, tout à fait nécessaire pour commencer à tracer des perspectives pour les militants révolutionnaires du monde entier. ★

Décembre 1991

Entretien réalisé par Salah Jaber

ERRATA

Dans notre dernier numéro (*Inprecor* n° 344 du 17 janvier 1991), deux malencontreuses coquilles se sont glissées dans la page 17 de l'article de J. Habel, *La solitude du coureur de fond* :

● la note 8 (premier paragraphe p. 17) était en réalité une note 9 (référence à la revue nicaraguayenne *Envio*, Managua, décembre 1991) ;

● dans le document *Une opposition pas très "indépendante"*, p. 18, plusieurs lignes du troisième paragraphe ont sauté à la maquette ; il fallait lire : « Le Comité cubain des droits de l'homme reçoit 44 000 dollars, pour publier une revue bimensuelle, Siglo XXI ; il est la contrepartie, basée à Miami, du groupe des droits de l'homme de Cuba que dirige le dissident Gustavo Arcos. »

Avec nos plus plates excuses...

La rédaction



Au pays des inégalités

LES PRESIDENCES de Ronald Reagan et de George Bush ont été décrites comme une période de « fuite en avant conservatrice et capitaliste » par un influent analyste conservateur, Kevin Phillips, dans son livre *The Politics of Rich and Poor*. Selon Phillips, le gouvernement a appliqué une politique moins démocratique, qui allait à l'encontre des réformes sociales, et a adopté des mesures plus ouvertement favorables à l'élite des affaires.

Dans ce contexte, les entreprises capitalistes font des profits plus importants ; certaines se renforcent et deviennent plus puissantes que par le passé ; les chances de s'enrichir ne concernent qu'une petite couche d'entrepreneurs et de cadres. Dans le même temps, toujours selon Phillips, les disparités et les inégalités économiques augmentent rapidement, et la grande majorité de la population supporte le poids des excès de l'enrichissement capitaliste.

Phillips observe des similitudes entre cette période et d'autres moments fastes du capitalisme, comme l'"âge d'or" de la fin des années 1870 à la moitié des années 1890, ou les années 1920. Notant que « la part de richesse des 1 % d'Américains les plus riches est passée de 27 à 36 % à la fin des années 80 », Phillips souligne que « les salariés des Etats-Unis, tant les employés que les ouvriers, ont une réelle peur de la chute de leurs revenus » et que « de nombreuses familles ont dû vider leurs livrets d'épargne et s'endetter, souvent pour payer le prix élevé de leur logement ou pour envoyer un enfant à l'université. (...) Pour la majeure partie de l'Amérique moyenne, les années Reagan furent marquées par l'augmentation du contraste entre la prolifération de millionnaires et les dizaines de millions d'autres Américains qui s'enfonçaient lentement dans la misère. »

Phillips signale ensuite que, dans un futur immédiat, on pourrait assister aux Etats-Unis à la répétition des scénarios des "âges d'or du capitalisme" précédents : une montée des mouvements de protestation radicaux-populistes et ouvriers. Entre 1895 et 1900 environ, la révolte populiste des fermiers pauvres, la création du Parti socialiste d'Eugène V. Debs et du syndicat révolutionnaire Travailleurs industriels du monde

Voilées par une crise économique sans fin et un énorme déficit budgétaire, qui handicape toutes les mesures prises en faveur de la croissance, les fumées toxiques de la "victoire" des Etats-Unis dans la guerre du Golfe commencent à se dissiper. Depuis quelque temps, les journaux nord-américains spéculent sur les chances des démocrates contre le président républicain George Bush, lors de l'élection présidentielle de novembre 1992. Mais la crise du système nord-américain est tellement profonde que les deux grands partis traditionnels ne pourront pas y répondre.

Paul LEBLANC *

(IWW) obligèrent les politiciens bourgeois, tant démocrates que républicains, à devenir les champions des réformes dites "progressistes".

La seconde période de soulèvement populaire, la "décennie rouge" des années 1930, a été marquée par la syndicalisation massive des ouvriers industriels, qui a remis en cause le pouvoir de l'élite capitaliste corporatiste ; le Parti démocrate de Franklin D. Roosevelt a été contraint d'instaurer des réformes radicales pour préserver le système capitaliste. Phillips prévoit la possibilité d'un virage à gauche semblable dans un futur proche.

Comment dominer ?

L'élite dirigeante des Etats-Unis est elle-même divisée sur la manière de gérer les problèmes des années 90.

La restructuration économique globale a entraîné une profonde dégradation des conditions de vie de nombreuses communautés d'ouvriers d'industrie, et a également semé le doute sur la force industrielle du pays et sur sa puissance économique dans l'économie mondiale — surtout face à l'accroissement de la concurrence avec l'Europe occidentale et le Japon. De plus, la fin de la "guerre froide" et l'effondrement de l'Union soviétique rendent superflue l'immense (et coûteuse) accumulation militaire des Etats-Unis. Contrairement à l'"âge d'or" du XIXe siècle et aux années 20, la part des Etats-Unis dans les économies industrielles mondiales a connu un recul significatif à la fin des années 80. La part nord-américaine dans le produit national brut (PNB) mondial est tombée d'environ

40 % dans les années 50, à moins de 30 % dans les années 70 ; elle ne devrait pas dépasser 25 % dans la décennie 90.

Certains secteurs de la classe dirigeante autour de Bush ont décidé de préserver leur position en poursuivant les politiques de résurrection impérialiste relancées par Reagan.

Cherchant à dépasser le "syndrome vietnamien", les décideurs ont choisi d'entamer un bras de fer avec certains dirigeants du tiers monde, tels Kadhafi en Libye, Noriega au Panama et, plus récemment, Saddam Hussein en Irak. Cela fait partie d'une stratégie plus globale visant à assurer la domination des Etats-Unis sur ces régions, et à balayer tout obstacle de nature nationaliste ou révolutionnaire qui pourrait se dresser face aux firmes américaines voulant avoir accès aux richesses du tiers monde, à sa main-d'œuvre bon marché et à ses possibilités d'investissements.

L'Etat mercenaire

La guerre du Golfe a été en partie décrite comme un levier utilisé par les Etats-Unis pour revigorer leur économie en déclin, et damer le pion à leurs concurrents européens et asiatiques (1). Cependant, comme l'a suggéré André Gunder Frank : « Sans une base économique adéquate, la force militaire est insuffisante pour garder une grande puissance à flot. En l'absence de cela, l'utilisation inconséquente de cette force militaire peut faire couler cette même puissance. »

De tels jugements ne viennent pas seulement des gens de gauche — ils ont aussi été portés par des porte-parole inquiets de l'opposition bourgeoise loyale. Beaucoup d'entre eux se retrouvent dans le Parti démocrate, décrit avec justesse par Kevin Phillips comme étant « historiquement, le second parti le plus enthousiasmé par le capitalisme ». Il est probable que les libéraux et les colombes du Parti démocrate offrent une résistance acharnée aux efforts politiques, économiques et militaires visant à protéger la dictature des escadrons de la mort au Sal-

* Paul Leblanc est membre de la Tendance IVe Internationale (FIT), organisation sympathisante de la IVe Internationale aux Etats-Unis.

1) Voir *Inprecor* n° 324 du 15 février 1991.

vador, à éliminer définitivement les sandinistes au Nicaragua et à renverser le gouvernement cubain. Mais, malgré leur démagogie populiste, les démocrates n'ont aucune solution à proposer aux travailleurs des Etats-Unis face à la détérioration du niveau de vie.

L'administration Bush a indéniablement réussi à engranger des gains à court terme avec la guerre du Golfe, mais cela n'a pas résolu certains faits têtus.

● Une minorité significative de la population des Etats-Unis s'est consciemment et activement opposée à la guerre du début jusqu'à la fin, organisant des manifestations impressionnantes et des activités d'information, ce qui a montré les possibilités (si la guerre avait duré plus longtemps) d'organiser une mobilisation semblable à celle de la guerre du Viêt-nam.

● Les inégalités, la corruption, l'oppression, les tensions de classe, l'exploitation, et l'aggravation des problèmes sociaux, qui avaient engendré un mécontentement massif aux Etats-Unis avant la guerre du Golfe, sont plus importants que jamais, et des forces contestataires continuent à se développer parmi les travailleurs et les opprimés.

● La nature même de l'impérialisme signifie que la pression sur les peuples du tiers monde (et bientôt sur ceux d'Europe de l'Est) continuera, pouvant provoquer des luttes anti-impérialistes et une radicalisation politique qui représenteraient un défi pour le "nouvel ordre mondial", entraînant des tensions dans la structure de pouvoir actuelle des Etats-Unis.

● Il est peu probable que les classes dirigeantes de pays comme le Japon ou l'Allemagne acceptent l'hégémonie des Etats-Unis, et que la démonstration de leur puissance militaire soit capable de contre-carrer le déclin de leur puissance économique.

● La crise capitaliste mondiale prolongée, qui s'est manifestée de façon évidente durant la dernière décennie (chômage massif et sous-emploi, augmentation de la dette, baisse du niveau de vie, réduction drastique des programmes sociaux, et même famines) persiste et menace les plans des politiciens bourgeois.

L'une des "victoires" les plus évidentes du capitalisme mondial semble être le prétendu "effondrement du communisme", la désintégration des systèmes bureaucratiques staliniens en Europe de l'Est et en Union soviétique. Mais les effets dévastateurs de la réintroduction du capitalisme dans ces pays provoqueront certainement une réapparition des protestations de masse qui ont renversé

la tyrannie bureaucratique — cela commence déjà.

L'impact déstabilisateur de tout cela sur le "nouvel ordre mondial" pourrait s'accompagner de certains effets sur la conscience d'un nombre de plus en plus grand de travailleurs nord-américains.

La composition de la classe ouvrière des Etats-Unis se modifie de manière importante. Dans les années 70, 38 millions d'emplois industriels ont disparu à cause des transferts d'usines, des faillites et des réductions d'effectifs — mais la création de nouveaux postes de travail a fait que la diminution finale nette ne dépasse guère 1 million. Or, les nouveaux emplois tendent à être moins bien payés. En 1989, les ouvriers étaient

40 % des jeunes de 18 ans ont des qualifications très limitées.

Les hommes blancs, qui garantissaient seuls le revenu familial, passaient traditionnellement pour être une couche privilégiée de la classe ouvrière ; or leur revenu moyen a chuté de 22 % entre 1976 et 1984. Il est évidemment assez difficile pour une famille de survivre ainsi. Les familles de la classe ouvrière qui veulent échapper à la pauvreté ont souvent besoin d'un second revenu.

Profonds bouleversements

Tout cela est lié à un autre phénomène de cette période : l'importance croissante du secteur féminin de la classe ouvrière, qui représente aujourd'hui 45 % de la force de travail. En 1900, seulement 6 % des femmes mariées étaient salariées, contre 56 % en 1987. Selon un article paru dans le *New York Times* de septembre 1991, il y a également une augmentation du travail des enfants, dont la grande majorité est illégal.

Dans le même temps, une majorité de la classe ouvrière n'est pas blanche dans de nombreuses régions du pays : les Noirs, les Hispaniques et les Asiatiques (dont la plupart sont des immigrés récents) sont de plus en plus nombreux parmi les travailleurs dans les entre-

prises industrielles et ailleurs. Ce secteur de la classe ouvrière est le plus opprimé de tous. Ainsi, presque un tiers des Noirs sont pauvres (contre 11 % de Blancs). Un rapport du *New York Times* sur la main-d'œuvre aux Etats-Unis déclare qu'un nombre de plus en plus important de « travailleurs à temps plein, surtout des mères célibataires (...), gagnent si peu qu'ils ont besoin d'une aide alimentaire », fournie à ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté — il s'agit majoritairement d'Afro-Américains. Il faut aussi noter que le taux de chômage est deux fois plus élevé chez les Noirs que chez les Blancs.

La classe ouvrière ne s'exprime pas uniquement, ni même prioritairement, à travers les syndicats. Moins de 15 % des travailleurs sont syndiqués, et moins de 10 % des salariés du secteur privé sont organisés. Les directions des syndicats et des organisations sociales sont souvent bureaucratiques et ne font preuve que très rarement d'une conscience de classe — cependant certains dirigeants, poussés à retransmettre les aspirations de leurs adhérents, ont récemment montré l'intention de prendre un virage vers une action sociale plus militante et plus consciente.

La classe ouvrière des Etats-Unis a toujours été traversée par un mélange contradic-



plus nombreux que jamais, 31,8 millions. Mais le secteur secondaire représente aujourd'hui 27,1 % du total, contre 34,5 % en 1950, et sa chute est plus rapide qu'auparavant. Le secteur tertiaire représente un peu plus de 50 % de la force de travail ; or, la moitié des salariés de ce secteur touche des revenus très faibles, surtout dans les emplois de bureau et le commerce.

En fait, environ 85 % des nouveaux emplois créés dans les années 80 sont concentrés dans ce secteur des services, où les salaires sont bas. Il y a eu aussi une expansion significative du travail temporaire et à temps partiel, avec des salaires encore plus faibles et sans aucune couverture sociale. Près de 20 % des employés des Etats-Unis n'ont pas d'assurance maladie, et 40 % d'entre eux ne sont couverts par aucune assurance retraite.

La baisse générale du niveau de vie de la classe ouvrière a eu un profond impact sur la conscience des travailleurs. Les jeunes, en particulier, sont confrontés à un risque important de chômage, et, en tout cas, ils ont bien moins de perspectives que celles dont avaient profité leurs parents et leurs grands-parents. Déjà, 22 % des enfants vivent dans une situation de pauvreté, et étant donnée la situation actuelle du marché du travail, il est certain que cela va augmenter car environ

toire d'éléments réactionnaires et progressistes. Elle manifeste souvent du racisme, un chauvinisme ultra-patriotique, une bigoterie sexiste et le rejet des homosexuels, des illusions sur le capitalisme et sur les politiciens bourgeois, etc. La classe ouvrière se divise ainsi elle-même, et certains de ses secteurs sont susceptibles — surtout avec l'intensification des contradictions sociales — d'aller vers une idéologie de droite. Mais aujourd'hui, encore plus que durant les dernières décennies, la perspective d'un tournant important vers la gauche de la classe ouvrière des Etats-Unis semble se préciser.

Plus solidaires !

L'état d'affaiblissement du mouvement syndical ne se reflète pas seulement dans la chute des adhésions mais aussi dans le fait que les salaires réels ont diminué de 8 % dans les années 80, et, dans certains cas, de plus de 20 %. Dans le même temps, il existe des tensions importantes. Il y a quelques années, la lutte à Austin, chez les travailleurs de la construction du Minnesota, avait constitué une contre-offensive importante face aux plans gouvernementaux, bien qu'elle ait perdu. Durant la grève de Pittson, en 1989, les membres du syndicat des Mineurs unis d'Amérique ont déchaîné l'enthousiasme et suscité la solidarité de toute la classe ouvrière ; la victoire qui en a résulté a renforcé les courants "lutte de classe" dans le mouvement ouvrier durant ces deux dernières années. Remettant en cause les affirmations à la mode selon lesquelles les grèves seraient un outil périmé, dans diverses luttes locales, des syndicalistes ont montré leur volonté d'utiliser les grèves, les piquets et la désobéissance civile contre les jugements des tribunaux afin de défendre leurs droits.

Face à la banqueroute évidente de la "respectabilité" de la bureaucratie conservatrice et de la collaboration de classe de la direction de l'American Federation of Labor-Congress of Industrial Organisations (AFL-CIO), les adhérents des syndicats, voire même certains dirigeants syndicaux, commencent à adopter un type de syndicalisme plus radical. Dans certains syndicats, des sections dissidentes font des adeptes — par exemple, les Teamsters pour un syndicat démocratique (voir article ci-contre), le Nouveau caucus de direction des Travailleurs unis de l'automobile, les réseaux dissidents des syndicats des cheminots autour du journal indépendant *Straight Track* (Rail en avant), et d'autres regroupements militants comme celui appelé Hell on Wheels (L'enfer roulant) des membres de du syndicat des transports New-York, etc.

Il existe un intérêt croissant pour la solidarité ouvrière internationale, bien que les

exemples concrets restent encore extrêmement modestes. Les dirigeants nationaux de certains syndicats ont prudemment mis en question la politique étrangère des Etats-Unis et les vieux liens entre la CIA et le mouvement ouvrier en Amérique centrale. Plus récemment, des syndicalistes se sont mobilisés contre le prétendu "traité de libre échange" présenté par les gouvernements capitalistes du Canada, des Etats-Unis et du Mexique (2).

L'absence d'une politique cohérente et indépendante de la classe ouvrière est aujourd'hui vue par des secteurs de plus en plus importants du mouvement syndical comme un handicap sérieux. Beaucoup de gens semblent soutenir le type de positions développées par un dirigeant du Syndicat international des travailleurs du pétrole, de l'industrie chimique et du nucléaire, Tony Mazzochi, qui a déclaré : « Les patrons ont

deux partis. Nous en voulons un aussi » (voir article en p. 19).

L'existence d'un milieu largement implanté de libéraux de gauche et d'activistes radicaux, dont la plupart sont relativement jeunes, pèse aussi sur la scène politique ; on assiste aussi à l'apparition croissante d'une nouvelle vague d'étudiants politisés. Tous ces gens ont été au cœur de la solidarité avec l'Amérique centrale, du mouvement contre la guerre du Golfe et du mouvement anti-apartheid. Ils ont aussi été à la tête des luttes pour la défense du droit à l'avortement (3), ainsi que des campagnes antiracistes et des protestations étudiantes. ★

Pittsburg, novembre 1991

2) Voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991.

3) Voir *Inprecor* n° 341 du 22 novembre 1991.

La lutte paie

L'important syndicat des professions liées au transport des Etats-Unis, les Teamsters (1,5 million de membres), avait toujours été dirigé par des bureaucraties syndicales très proches de la mafia. A la suite d'une décision gouvernementale visant à éviter le maintien de ces liens, en décembre 1991, les Teamsters ont élu, pour la première fois, leur direction sous la forme "un adhérent, une voix". La liste présentée par Ron Carey, président d'un syndicat local de 5 000 membres, à New-York, a remporté la majorité des sièges de la direction, avec 48 % des voix (contre 33 % pour la liste de l'ancien président et 18 % pour celle formée par d'autres membres de la précédente direction). Cette victoire est en grande partie due au rassemblement de militants de base, qui existe depuis 16 ans, Teamsters pour un syndicat démocratique (TDU), qui soutenait Carey depuis 1989.

Phil KWIK



LA VICTOIRE éclatante des réformateurs est due à la grogne des militants de base contre les responsables de leur syndicat. Depuis trente ans, les Teamsters étaient connus pour la corruption de leur direction, plus habile dans le chantage et l'achat de politiciens que dans la défense des salariés. Alors que le niveau de vie et les conditions de travail empiraient, les dirigeants s'octroyaient deux ou trois salaires, touchant des centaines de milliers de dollars par an. Quatre des cinq derniers présidents du syndicat ont été emprisonnés, le cinquième est mort avant de l'être. « Les adhérents ont compris à quel point la corruption, même si elle n'existe pas dans leur secteur, peut influencer sur chaque membre du syndicat. Ils veulent que des gens honnêtes dirigent ce syndicat et tout ce qui va avec : meilleure représentation, efficacité accrue et des conventions collectives qui ne soient pas signées au rabais » a déclaré Billy Urman de Minneapolis, qui vient d'être élu Vice-président international (les Teamsters existent également au Canada).

Les réformateurs l'ont emporté dans toutes les régions (sauf au Canada), et ont obtenu leurs meilleurs résultats dans le Sud et l'Ouest des Etats-Unis, avec plus de 53 % des voix. Au total, 424 000 membres du syndicat ont voté, soit 28 % des adhérents. Ce taux de participation, qui peut paraître bas, s'explique surtout par le manque d'habitude — il s'agissait de la première élection directe de la direction.

La composition du nouveau bureau exécutif des Teamsters est qualitativement différente de toutes les autres directions syndicales des Etats-Unis. La liste de Carey ne comprenait aucun cadre de l'ancienne direction, et seulement la moitié de ses membres étaient des permanents locaux, les autres étant de simples salariés — deux d'entre eux sont au chômage depuis l'été 1991. Cette liste comportait aussi la première femme et le premier Latino-Américain jamais présents à la direction des Teamsters, ainsi qu'un Afro-Américain.

Les militants ont particulièrement apprécié l'élection de Diana Kilmury, une féministe qui participe depuis longtemps au TDU dont elle est Vice-présidente. Avant l'élection, les partisans de Carey avaient durement critiqué l'absence de femmes sur la liste de l'ancienne direction : en juin 1991, le président sortant, R. V. Durham, avait déclaré qu'aucune des 400 000 femmes membres des Teamsters n'avait les capacités suffisantes pour participer à la direction nationale. Pat Mac Intosh, une employée de l'université de Chicago a déclaré à ce propos : « *Ce syndicat va maintenant s'occuper de questions qui touchent les femmes : la garde des enfants, l'égalité des salaires, l'assurance maladie ; et va répondre aux préoccupations des plus mal-payés des Teamsters, qui sont avant tout des femmes.* »

La grogne de la base

Malgré la présence des bureaucrates aux commandes, les Teamsters de la base ont réussi à reprendre le contrôle de leur syndicat grâce à plusieurs éléments-clés :

- les années d'expérience de TDU, qui dispose d'un groupe important de dirigeants d'unions locales dans tout le pays ;

- la personnalité de Carey, qui lutte depuis des années contre la direction, et dont l'équipe a mené une campagne offensive ;

- le fait que la direction n'a pas réussi à faire passer son message auprès des adhérents, car c'était la première fois qu'elle remettait ses places en cause autrement que par la cooptation.

La nouvelle administration du syndicat devra rapidement procéder à des changements pour prouver qu'elle développe une conception différente de la direction. Le 12 décembre 1991, Carey a annoncé que le salaire du président diminuerait de 75 000 dollars et qu'il mettrait fin à la pratique des salaires multiples pour les membres du bureau exécutif. Mais il faut plus que des mesures symboliques. Les problèmes les plus difficiles que devra affronter le syndicat surgiront de ses relations avec les patrons ; les nouveaux dirigeants devront reconstruire la force des Teamsters sur les lieux de travail.

La nouvelle direction va, pour ce faire, récupérer de l'argent en diminuant les salaires des permanents, et impulser l'organisation dans de nouveaux secteurs.

Carey devra aussi renforcer la capacité de négociation du syndicat. A la veille de l'élection, les patrons craignaient de devoir faire face à des pressions de la base pour de meilleurs conventions collectives. Le *Wall Street Journal* a noté : « *Les transporteurs et toutes les autres compagnies qui emploient des Teamsters — 45 000 au total — auront sans doute plus de mal à compter sur les dirigeants syndicaux (...) pour signer des contrats confortables ou au moins modestes.* »

Les réformateurs devront aussi réaliser un "nettoyage" du syndicat. Ils ont été élus à la direction et ont démontré le soutien dont ils bénéficient parmi les adhérents, mais une importante couche de cadres intermédiaires de la vieille garde continue à contrôler la majeure partie de l'appareil du syndicat.

Les réformateurs savent qu'ils ont besoin de conquérir plus d'unions locales pour consolider leur force. S'ils veulent que leurs plans de transformation du syndicat aboutissent, ils devront aussi toucher de nouveaux secteurs et convaincre une frange plus importante que les 28 % d'adhérents qui ont participé au vote.

Les réformateurs des Teamsters réflé-

chissent pour savoir comment devenir une voix radicale et progressiste du monde du travail aux Etats-Unis. Billy Urman a annoncé : « *Nous devons prendre position sur des questions qui dépassent les Teamsters, au sein du mouvement ouvrier au sens large.* » Cela concerne, par exemple, le système de santé national et le chômage.

Valeur d'exemple

Que signifiera l'élection des Teamsters pour les autres syndicalistes qui se battent contre leurs directions ? La bureaucratie syndicale espère qu'il y aura peu d'échos — quelques heures après l'annonce de la victoire de Carey, l'ancien président des Travailleurs unis de l'automobile, Douglas Fraser, a dit que l'exemple des Teamsters n'aurait pas d'influence sur les autres syndicats. Mais les militants savent que leur victoire aura un impact sur les syndiqués de base qui luttent pour faire revivre le mouvement ouvrier. Dans d'autres syndicats, des stratégies différentes seront sans doute nécessaires pour renverser les vieilles gardes. L'organisation à la base sera un élément essentiel pour rassembler ceux qui veulent changer les mœurs syndicales et construire des directions alternatives. ★

Détroit, janvier 1992

Un parti du travail chez l'oncle Sam ?

Les Etats-Unis sont pratiquement le seul pays industrialisé qui n'a pas un parti de masse de la classe ouvrière, ce qui pèse sur la capacité des travailleurs et des opprimés à se défendre et à élaborer un projet alternatif pour la société nord-américaine. Les énergies politiques potentielles de la classe ouvrière nord-américaine ont toujours été ignorées, ou canalisées par l'un des deux partis bourgeois — républicain et démocrate, ce dernier réussissant à se poser en parti des travailleurs et des Afro-Américains depuis les années 30.

Keith MANN



DES MILITANTS de gauche défendent depuis longtemps l'idée de la nécessité d'un parti du travail, et certains bureaucrates syndicaux ont même menacé d'en créer un quand ils se sont rendus compte que le gouvernement et le Parti démocrate faisaient la sourde oreille aux revendications de la classe ouvrière, mais aucun progrès significatif n'a été effectué dans ce sens.

Cette question se pose aujourd'hui dans un contexte de polarisation sociale croissante aux Etats-Unis, qui ne se traduit pas encore par une polarisation politique. L'évolution générale à droite du Parti républicain s'est accompagnée d'un virage à droite du Parti démocrate. L'échec de ce dernier, y compris à revendiquer le timide programme de protection sociale qu'il défendait dans le passé, montre que les contradictions sociales croissantes de la société américaine n'ont pas trouvé d'écho.

C'est dans un tel contexte que, depuis

deux ans, l'Organisation nationale des femmes (NOW), le plus important des groupes de défense des femmes des Etats-Unis — avec environ 500 000 membres et des représentations dans les 50 Etats —, débat de la viabilité d'une action politique indépendante et d'un troisième parti. En 1991, NOW a organisé différentes réunions publiques, où des militants des mouvements féministe, écologiste, des droits civiques et antiguerre ont discuté de la perspective d'un nouveau parti. Leurs conclusions ont été claires : une majorité écrasante s'est prononcée pour la construction d'un tel parti. Cette proposition sera discutée et votée lors de la conférence nationale de NOW, en juin 1992. La Conférence des jeunes féministes de NOW, en février 1991, a aussi recommandé que « *NOW joigne ses forces à d'autres groupes intéressés par le lancement d'un appel pour un nouveau parti* ».

Les dirigeantes et les militantes de NOW ne semblent pas avoir des idées très claires sur le type de parti qu'elles voudraient, ni sur son programme, et il existe une forte polarisation sur les aspects électoraux. Mais, elles ne comptent plus sur le Parti démocrate pour défendre les droits des femmes, au moment-même où l'avortement est sérieusement remis en cause. Elles se sont aussi rendu compte que les droits des femmes sont liés à ceux des Noirs et de la classe ouvrière, ainsi qu'aux questions écologiques. Quelles que soient les illusions qu'a eu NOW sur la défense des droits des femmes à travers les institutions parlementaires, cette organisation a cependant impulsé des manifestations énormes, réunissant parfois plus de 600 000 personnes.

Un parti de syndicalistes ?

Le deuxième signe d'une action politique indépendante de la classe ouvrière est la formation de l'organisation des Promoteurs d'un parti du travail (LPA) par Tony Mazzochi, dirigeant de longue date du Syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie et du nucléaire. Mazzochi a lancé LPA, écœuré par l'échec du Parti démocrate à s'opposer à l'offensive antisindical des capitalistes américains dans les années 80, et à la suite des résultats des sondages qu'il avait organisés parmi les travailleurs sur l'éventualité d'un parti du travail. Ces sondages indiquent qu'il existe à la fois un mécontentement important envers le Parti démocrate et un intérêt pour un parti du travail. Ainsi, moins de la moitié des travailleurs interrogés pensent que le Parti démocrate représente les intérêts de la classe ouvrière (seuls 4 % se réclament du Parti républicain), alors que 52,8 % soutiennent l'idée d'un parti du travail.

Le LPA ne se considère pas comme un

parti du travail mais plutôt comme un instrument pour convaincre et mobiliser les travailleurs quant à la nécessité de rompre politiquement avec les démocrates et les républicains et de créer éventuellement un tel parti. Il espère recruter 100 000 syndicalistes, et organiser ensuite une conférence de fondation. La formation que Mazzochi veut construire ressemblerait aux partis réformistes d'Europe de l'Ouest. Cependant, il est possible que, si cette initiative regroupe beaucoup de gens, des dynamiques bien plus radicales se développent, allant alors beaucoup plus loin que le parti social-démocrate à visée électoraliste envisagé par Mazzochi. En tout cas, LPA représente la première tentative depuis la Seconde Guerre mondiale d'un secteur du mouvement ouvrier disposé à lutter vraiment pour un parti du travail (à part celles des petits groupes radicaux).

Daniels part en campagne

L'annonce de la candidature à l'élection présidentielle de Ron Daniels, vieux militant afro-américain, est également très importante. Celui-ci explique que sa campagne a pour but de « *participer au processus d'organisation et d'institutionnalisation d'une troisième force indépendante et progressiste ou d'un nouveau parti politique pour (...) avancer dans la lutte pour une nouvelle société* ». Daniels espère contribuer à la construction d'une force politique qui représenterait les Afro-Américains et tous les travailleurs. Il prépare un programme qui revendique le plein emploi et un service national de santé. Il a aussi exprimé son soutien aux initiatives du LPA et de NOW.

La question d'une action politique indépendante de la classe ouvrière est cruciale pour les Afro-Américains. Depuis les années 30, ils font partie des éléments les plus loyaux du Parti démocrate ; or, ce sont eux qui ont le moins bénéficié des présidences et des majorités au Congrès de ce parti. Les acquis en matière d'"action positive", obtenus par le mouvement des droits civiques dans les années 60 et 70, sont remis en cause aujourd'hui (1). La nature raciste de la société américaine et la concentration des Afro-Américains dans les secteurs industriels en déclin ont conduit la classe ouvrière

afro-américaine à porter le poids le plus lourd de la crise économique actuelle.

Comme les initiatives du LPA et de NOW, Daniels a une conception floue de ce que représente vraiment l'action politique indépendante. Tels Mazzochi et beaucoup de militantes de NOW, Daniels a d'abord travaillé à l'ombre du Parti démocrate — il avait participé à la direction de la coalition Arc-en-ciel, qui avait servi de comité d'organisation de la campagne présidentielle de Jesse Jackson, en 1988.

Cependant, les discussions que provoquera certainement la campagne de Daniels pourraient contribuer à populariser l'action politique indépendante des Noirs et de la classe ouvrière, surtout au sein de la communauté afro-américaine. Bien qu'il s'agisse, pour l'instant, d'un effort bien plus modeste que les initiatives du LPA ou de NOW, cette campagne pourrait faire diminuer l'influence des forces petites-bourgeoises pro-démocrates, longtemps hégémoniques parmi les Afro-Américains.

Dans la période à venir, LPA, NOW et Daniels seront tous confrontés aux pressions qui ont traditionnellement empêché la formation d'un parti du travail aux Etats-Unis. L'inévitable pression du vote utile pour vaincre le président républicain en soutenant un candidat démocrate sera-t-elle trop forte ? Quel effet pourrait avoir une absence actuelle de mouvements radicaux de la classe ouvrière sur l'orientation politique d'un tel parti, s'il voit le jour ?

Et, enfin, assistera-t-on au développement d'une dynamique capable de pousser ce nouveau parti dans une direction révolutionnaire, ou la situation évoluera-t-elle dans le sens d'une prédominance des illusions réformistes déjà présentes dans NOW, LPA et les initiatives de Daniels ? ★

14 janvier 1992

1) L'"action positive" permet, à qualification égale, de choisir un Noir face à un Blanc pour l'entrée à l'université, les emplois de fonctionnaires, etc.

Le droit de cuissage en accusation

Pendant quelques jours, en octobre 1991, les accusations de harcèlement sexuel que le professeur Anita Hill a porté contre le juge Clarence Thomas, candidat à la Cour suprême, ont captivé l'opinion publique des Etats-Unis, provoquant des discussions sur les lieux de travail, dans les écoles et dans les foyers.

Camille COLATOSTI



CERTAINES conversations ne portaient exclusivement que sur le fait de savoir si Anita Hill était « coupable ou innocente ». « Il a l'air respectable, mais alors pourquoi quelqu'un comme elle, une professeur de droit établie, monterait-elle une telle affaire ? Qu'est-ce qu'elle aurait à y gagner ? ». Mais surtout, les gens se sont posés beaucoup de questions sur le harcèlement sexuel au travail : « De quoi s'agit-il ? » ; « Dans quelles proportions cela existe-t-il ? » ; « Qui en est victime et qu'est-ce qu'on peut y faire ? »

Même si le Sénat a finalement rejeté les accusations d'Anita Hill, cette polémique a eu des effets positifs sur les salariées, montrant que la lutte contre le harcèlement sexuel a fait un long chemin — il y a quinze ans, le terme d'« harcèlement sexuel » n'existait même pas aux Etats-Unis. En 1991, pendant l'audience de Clarence Thomas, tous les sénateurs ont déclaré que si les accusations de A. Hill étaient réelles, ce dernier ne pourrait pas siéger à la Cour suprême, ce qui illustre un véritable changement de situation.

Lorsque les journalistes ont demandé à Anita Hill « Comment avez-vous pu continuer à travailler avec lui ? Et comment avez-vous pu vous taire si longtemps ? », nous, les femmes nous connaissons la réponse car beaucoup d'entre nous avaient fait la même chose, pensant ne pas avoir le choix, parce que nous avions besoin de cet emploi. Nous avons accepté cette humiliation comme « naturelle » ou inévitable. Nous faisons semblant de ne pas entendre, nous réprimions des paroles ou même des actes, et nous continuions à vivre « comme si de rien n'était ». Parfois il s'agissait de notre patron,

ou bien d'un collègue de travail. Le harcèlement se limitait à des propositions verbales, ou nous étions menacées physiquement. Des fois, nous étions la seule femme visée ; à d'autres reprises, toutes les femmes y avaient droit. Dans certains cas, le harcèlement finissait par s'arrêter, dans d'autres, il continuait et on changeait discrètement de travail.

A la fin des audiences du juge Thomas, Lucille Dickess, présidente du syndicat des employés administratifs de l'université de Yale, a déclaré : « Rares sont les femmes qui jugent le harcèlement sexuel acceptable. Mais la plupart d'entre nous l'accepte. Nous haussons les épaules, en espérant que ça s'arrêtera ; on se persuade même que cela fait partie de notre travail — comme taper à la machine ou ranger des dossiers. »

Trois femmes sur quatre en sont victimes

Une étude réalisée en 1989 par la Fédération américaine des enseignants indiquait que presque trois femmes salariées sur quatre avaient été victimes de harcèlement au travail. Cependant, malgré cette situation, le harcèlement est encore largement perçu comme un problème personnel, souvent géré par les victimes de façon individuelle. La réponse la plus courante des femmes à ce phénomène est de quitter leur travail. Et celles qui choisissent de se battre, sont souvent licenciées.

Toujours selon l'enquête de la Fédération des enseignants : « Une victime du harcèlement sexuel sur quatre est licenciée à cause de cela, et quatre victimes sur dix décident, ou sont contraintes, de quitter leur emploi à cause du harcèlement. »

Bien que certains hommes aient comparu aux audiences de Thomas en s'interrogeant sur ce qu'ils pourraient faire ou ne pas faire, dire ou ne pas dire, la définition du harcèlement est claire. Le harcèlement, c'est toute avance verbale ou physique répétée ou

indésirée, toute déclaration sexuellement explicite, ou toute remarque sexuellement discriminatoire faite par quelqu'un sur le lieu de travail. Cela humilie la personne à laquelle elle s'adresse, la met mal à l'aise, ou perturbe son efficacité au travail. Aux Etats-Unis, le harcèlement sexuel est considéré comme une discrimination sexuelle, qui est illégale.

Mais la loi qui s'y réfère est relativement récente. Ce n'est qu'en 1980 que la Commission pour l'égalité des chances dans l'emploi a défini deux types de harcèlement sexuel. Le cas le plus évident est constitué par des avances sexuelles repoussées et des représailles. Dans ce cas, on décèle facilement la véritable nature du harcèlement.

La menace de coercition sexuelle est explicite. Comme l'expliquait une victime, son patron lui avait dit : « Soit vous couchez avec moi, soit vous perdez votre travail. » Une autre femme, qui sollicitait un poste de secrétaire dans un cabinet médical, a décrit ainsi son « entretien » d'embauche : « Le docteur est arrivé et m'a mis les mains entre les jambes, en me demandant jusqu'où j'étais prête à aller pour ce poste. »

Mais le harcèlement sexuel peut ne pas être aussi direct. La victime peut essayer d'ignorer les avances et se rendre compte ensuite qu'on ne lui propose plus de faire des heures supplémentaires, que les bons postes vont à d'autres, que son travail, auparavant apprécié, est maintenant critiqué. Cet emploi qui lui semblait si prometteur devient morose et parfois cauchemardesque. Il n'y a pas moyen d'arrêter le « harceleur » et pas d'avenir à ce poste si on lui cède pas.

Une femme raconte son expérience : « La nuit dernière j'ai essayé de me suicider avec des somnifères. Je vis dans une petite agglomération où je travaille aussi (...). Dès le début, mon patron, le propriétaire, s'est mis à me faire des avances. Tant que je m'y suis refusée, mes primes ont dégringolé. Finalement, j'ai pris rendez-vous avec lui. Je me suis retrouvée dans une histoire avec un homme marié de 49 ans ; j'ai tellement honte.

» Tant que j'ai cédé à mon patron, mes primes ont grimpé. Lorsque j'ai refusé de le voir, ma fiche de paye est tombée si bas que je ne pouvais plus payer mes factures ou subvenir à mes besoins (...). Je ne peux plus dormir ni manger. J'ai perdu 20 kilos, ce qui est énorme. Il ne me reste que la peau et les os. Je fais une dépression nerveuse. »

Cette femme a cédé aux demandes du « harceleur ». C'est en lisant son témoignage que nous avons compris qu'elle était victime de harcèlement sexuel.

De l'extérieur, on peut avoir l'impression qu'elle a obtenu ce qu'elle voulait ; on ne sait pas qu'elle a tenté de se suicider ; on ne sait pas que son patron menaçait de la

Arrêter le harcèlement sexuel : quelques conseils

Voilà quelques idées pour combattre le harcèlement sexuel, tirées du manuel *Pour arrêter le harcèlement sexuel*, publié par Labor Notes, évidemment, proposées à partir de la législation et la situation des Etats-Unis.

● Se préparer

Avant de commencer à combattre le harcèlement sexuel, il faut faire des photocopies de tous les rapports écrits sur la qualité de votre travail. En cas d'enquête, votre patron peut expliquer que vous avez été licenciée pour des motifs professionnels.

● Affrontez celui qui vous harcèle

Informez celui qui vous harcèle que vous ne voulez pas de ces intentions.

● Ecrivez

Si le harcèlement continue, écrivez une note, en demandant à celui qui vous harcèle d'arrêter. Dated-la et gardez-en une copie.

● Prenez des notes

Notez par écrit tout incident, en précisant la date, l'heure, le lieu et les témoins. Notez aussi fidèlement votre réponse. Si vous devez vous défendre, ces preuves seront cruciales. C'est votre parole contre la sienne. Toute confirmation de votre témoignage vous aidera.

● Cherchez du soutien

Les victimes du harcèlement sexuel se sentent isolées. Vous pouvez rompre cet isolement en parlant à des collègues et des amis. En mettant des collègues dans le secret, vous pouvez faire cesser les rumeurs, recevoir un soutien affectif et trouver des témoins qui pourront confirmer votre histoire.

● Trouvez des témoins

Si vous êtes harcelée lorsqu'il y a quelqu'un dans les parages, faites-lui écrire ce qu'il a observé, dans une déclaration signée.

● Il faut tout essayer. Epuisez les canaux internes

S'il y a un syndicat, contactez le délégué syndical. Dites-lui exactement ce qui s'est passé. Le délégué peut tout simplement avoir une discussion avec le chef de service ou le collègue en question en lui disant que son comportement est discriminatoire envers les femmes, néfaste pour l'ambiance au travail et risque d'entraîner une action du syndicat.

Si le "harcéleur" persiste, le syndicat doit s'adresser plus haut et voir directement le patron ou l'inspection du travail.

Si vous avez besoin d'entreprendre des actions plus importantes, vérifiez votre convention collective. Le harcèlement sexuel est considéré comme une discrimination par la loi. Tout délégué du personnel peut porter plainte en faisant appel à la clause anti-discriminatoire de la convention collective.

Si le délégué du personnel ne prend pas votre cas au sérieux, ne lâchez pas prise. Essayez de vous organiser avec d'autres femmes — de créer un comité de femmes, par exemple — et faites comprendre que vous vous efforcerez, lors des prochaines élections syndicales, de battre ce délégué qui pense que les problèmes des femmes sont de la rigolade. ★

Tiré de *Stopping Sexual Harassment : a Handbook*

tuer si elle le dénonçait. On ne sait pas que son père lui avait dit de ne pas dénoncer son patron parce que, si cela se savait, cela risquait de faire du tort à son frère médecin.

Il existe un autre genre de harcèlement sexuel, plus subtile : le harcèlement de l'environnement — cela signifie qu'on travaille dans une atmosphère sexuellement hostile ou intimidante. Le harcèlement peut aller des blagues grivoises, à des œillades insistantes, en passant par des calendriers de femmes nues. Ce cas est particulièrement

difficile à prouver devant un tribunal et nombreux sont ceux qui ne comprennent pas que cela constitue du harcèlement.

Tery Floren, une femme pompier qui édite la revue *Firework*, la lettre mensuelle des Femmes pompiers, expliquait : « La réaction la plus habituelle, lorsque je protestais contre la littérature sexiste présente dans la salle de repos, était : "Vous aviez dit que vous vouliez être traitées comme nous — or, maintenant vous demandez un traitement spécial, en disant qu'on ne peut

pas étaler telle ou telle chose parce que cela vous gêne". Il est curieux que l'acceptation par les hommes, des femmes comme collègues et égales, passe, dans ce cas, par leur acceptation à elles que d'autres femmes soient traitées comme des objets. »

« Ne recule pas en pleurant ! »

Le harcèlement sexuel persistera tant que les femmes ne réclameront pas un changement. Comme le disait une victime : « Ne reculez pas en pleurant ! Criez pour que les gens sachent ce qui vous arrive. » Ce n'est qu'en se battant, en s'organisant sur les lieux de travail et d'habitation qu'on peut en finir avec le harcèlement sexuel.

Le professeur Anita Hill a eu le courage de dénoncer Clarence Thomas. C'est positif et les femmes ne doivent pas être découragées parce que ses accusations ont été repoussées. Joyce Miller, présidente de la Coalition des femmes syndicalistes (CLUW), a déclaré : « Les accusations très sérieuses de tentative de harcèlement sexuel au travail portées par un professeur de droit n'auraient pas dû être rejetées de façon sommaire. » C'est absolument vrai, et les femmes devraient se révolter contre la façon dont A. Hill a été traitée.

En même temps, comme le souligne J. Miller, il ne faudrait pas non plus considérer que le témoignage de A. Hill a représenté une perte de temps pour elle et pour les autres. En faisant des déclarations publiques contre le harcèlement sexuel, en prenant ce risque, elle nous a rafraîchi la mémoire sur deux points. D'abord, il est important de combattre les signes de l'oppression des femmes — comme le harcèlement sexuel. Ensuite, ce combat, comme toutes les batailles contre la discrimination sexuelle, ne concerne pas le sexe, mais le pouvoir.

Lorsque les audiences de Clarence Thomas ont été terminées et que le vote a eu lieu, Anita Hill a refusé de parler de défaite. Au contraire, elle a dit qu'elle était très contente de voir que le harcèlement sexuel avait été portée sur le devant de la scène nationale. : « Des femmes qui ont subi la même chose ont écrit et déclaré que, pour la première fois, elles pouvaient en parler. Et ça, c'est très important. »

Le secret a éclaté au grand jour. Oui, des millions de gens ont vu que les accusations de A. Hill étaient rejetées et que le juge Thomas était quand même nommé à la Cour suprême. Mais des millions de gens ont aussi reçu un cours fracassant de politique sexuelle. ★

Janvier 1992

Par dizaines de milliers à Paris...

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté, le 25 janvier 1992, à Paris, à l'appel d'un collectif de 70 organisations. Toutes les associations antiracistes (SOS-Racisme, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples — MRAP, Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés — FASTI, et la Ligue des droits de l'Homme — LDH), l'ensemble des syndicats et des organisations de gauche et d'extrême gauche (à l'exception du courant lambertiste, récemment reconverti en Parti des travailleurs), les associations antifascistes (Appel des 250, Coordination contre le Front national...) étaient au rendez-vous.

Ce succès fait écho aux mobilisations puissantes contre Jean-Marie Le Pen, président du Front national (FN), qui, en province, accompagnent sa tournée électorale. La présence massive de jeunes, et parfois même de très jeunes, au défilé parisien prouve qu'un "décliv" s'est enfin produit. Des profondeurs du pays grandit la perception du danger que représente un Front national qui se nourrit des scandales politiques, des inégalités et du discrédit des partis traditionnels (voir *Inprecor* n° 344 du 17 janvier 1992).

A mesure que s'affirme le rejet du néofascisme, s'impose également, dans une large fraction du mouvement ouvrier et de la jeunesse, le constat que la politique de la gauche au pouvoir ouvre le chemin au FN. Il est ainsi significatif que la foule rassemblée le 25 janvier ait voulu se réapproprier ces revendications traditionnelles que sont le droit de vote pour les immigrés, le respect du droit d'asile et la suppression de la "double peine" (des immigrés condamnés pour un délit sont ensuite expulsés de France). Et qu'elle ait abondamment conspué le ministre socialiste de l'Intérieur, Philippe Marchand, auteur d'une loi scélérate permettant d'incarcérer arbitrairement, durant 30 jours, les étrangers désireux d'entrer en France. Une disposition qui n'est pas sans rappeler l'une des propositions du Front national en matière d'immigration...

Le Parti socialiste (PS) a éprouvé, dans la rue, l'ampleur de son discrédit. Ayant appelé au rassemblement du 25 janvier sur l'unique thème de la lutte contre le Front national, il n'avait pas signé l'appel des 70 organisations initiatrices, mais entendait se joindre au cortège et réaliser une démonstration de force. Mais il se retrouva si isolé, en queue de manifestation, qu'il finit par renoncer à défilé.

Le succès du 25 janvier et des mobilisations locales anti-Le Pen doit, à présent, servir de tremplin à des initiatives de plus grande ampleur encore. Déjà, les associations antiracistes se sont constituées en Collectif unitaire permanent. L'enjeu n'est pas mince, nul n'ignorant que, sur fond d'effondrement électoral du Parti socialiste, les élections régionales et cantonales du mois de mars 1992 enregistreront une nouvelle et importante poussée du FN — l'extrême droite pourrait même devancer le PS dans plusieurs départements.

Dans ces conditions, le Premier Mai devient le nouveau rendez-vous des antiracistes et des antifascistes. Depuis des années, les lepénistes prétendent disputer cette date symbolique au mouvement ouvrier. Au lendemain des élections, par une nouvelle montée en masse de toute la France, il s'agira de se réapproprier cette journée de lutte et de reprendre la rue aux tenants de la ségrégation et de la haine. ★



NOUVELLES DU MONDE

... et à Milan aussi

Le samedi 25 janvier 1992, une très importante manifestation contre le racisme s'est déroulée à Milan rassemblant 100 000 personnes. L'idée d'une deuxième manifestation nationale antiraciste (la première avait eu lieu à l'automne 1989, à Rome) a été lancée, début septembre 1991, par l'Association des Sénégalais de Lombardie, après l'assassinat d'un travailleur sénégalais par le "commando de l'Union blanche".

Cet appel a reçu le soutien immédiat de nombreuses associations de solidarité et, le 28 octobre 1991, une première assemblée nationale a commencé à préparer la manifestation ; le choix du 25 jan-

vier a été motivé par la volonté de jeter un pont avec le mouvement antiraciste français. La plate-forme revendicative adoptée traitait des multiples implications de l'immigration.

De nombreuses forces ont participé à la préparation de cet événement, dont l'Association récréative et culturelle italienne (ARCI) créée en 1948 à l'initiative du Parti communiste italien (PCI), qui est aujourd'hui indépendante ; de nombreuses associations antiracistes et 300 communautés immigrées. La manifestation a été soutenue par le Parti de la refondation communiste (PRC), le Parti démocratique de la gauche (PDS), et les Verts, ainsi que la Confédération générale italienne du travail (CGIL).

L'ampleur de cette manifestation augure bien de la reprise d'initiative politique du mouvement antiraciste italien. ★

GRANDE-BRETAGNE

Droit d'asile menacé

A l'appel de la section londonienne du Syndicat national des étudiants, environ 10 000 personnes ont manifesté à Londres, samedi 18 janvier 1992, pour protester contre la loi sur le droit d'asile actuellement en discussion au Parlement britannique ; la marche s'est terminée par un rassemblement où ont notamment pris la parole les députés travaillistes Tony Benn et Bernie Grant. Les deux organisations antiracistes les plus importantes de Grande-Bretagne — l'Alliance antiraciste et la nouvelle Ligue antinazie — ont déployé d'imposants cortèges ; 1 000 autres personnes ont manifesté contre cette loi à Edimbourg, en Ecosse.

Si elle était votée, la loi sur le droit d'asile imposerait des conditions draconiennes pour les réfugiés qui arrivent en Grande-Bretagne : ils ne disposeront que de 48 heures pour déposer leur demande d'asile (or les formulaires requis sont extrêmement complexes) et ils perdront tout droit à une aide légale.

En outre, les lignes aériennes seront passibles d'une amende de 2 000 livres si elles transportent des personnes dont les papiers ne sont pas en règle — ce qui les encouragera à refuser toute personne au statut douteux. Les demandeurs d'asile ne bénéficieront plus de leur droit actuel au logement, et leurs empreintes digitales seront enregistrées comme c'est le cas dans d'autres pays européens. Les cas des demandeurs d'asile qui arrivent en groupe seront considérés collectivement et non individuellement, en violation de la Convention des Nations-Unies sur les réfugiés.

Le célèbre militant noir Unmesh Desai résume ainsi les implications de cette loi : « La loi sur le droit d'asile s'insère dans le cadre de la Communauté européenne d'après 1992. Elle ne représente pas seulement une criminalisation de la communauté noire en Grande-Bretagne, mais une harmonisation des contrôles des immigrants dans toute l'Europe. Ce pur produit de 1992 prouve que le statut des immigrés sera réduit au plus petit dénominateur commun en Europe ; à moyen terme, il en ira de même pour le niveau de vie de la classe ouvrière dans son ensemble. » ★



Vient de paraître :

Al-Mitraqa

Numéro 8 ♦ Janvier 1992

Publication en arabe

Sommaire : Dossier sur les retombées arabes de la guerre du Golfe, articles sur la situation en Egypte, Tunisie, Liban, Jordanie, l'effondrement du "communisme" en URSS.

Pour commander la revue, écrire à :
Al-Mitraqa - 2, rue Richard Lenoir
93108 - Montreuil, France

النتائج العربية
لحرب تدمير العراق

انهيار « الشيوعية »
والاتحاد السوفياتي

Nouvel élan à gauche

Les 14 et 15 décembre 1991 s'est tenu à Dakar le congrès de fondation de And Jëf/Parti africain pour la démocratie et la socialisme (AJ/PADS) en présence d'environ 2 000 personnes dont près de 1 100 délégués.

L'événement est important à plus d'un titre. La nouvelle organisation se définit comme socialiste et affiche un profil anti-impérialiste radical. Elle dispose dès à présent de plusieurs milliers de militants et sympathisants. Elle peut prétendre jouer un rôle important parmi la jeunesse scolarisée et dans le mouvement syndical indépendant. Enfin, elle affirme vouloir contribuer à l'émergence d'un nouveau panafricanisme révolutionnaire.

Claude GABRIEL



LE NOUVEAU parti est le résultat de trois ans de débats entre quatre organisations. La principale, And Jëf/Mouvement révolutionnaire pour la démocratie nationale est un groupe aux références maoïstes, qui a été capable dans la clandestinité des années 70 de se construire, notamment au travers d'activités culturelles dans les quartiers populaires. And Jëf a progressivement évolué par rapport à ses positions d'origine, et a participé à ce processus de fusion avec le sentiment que beaucoup de choses pouvaient et devaient être rediscutées.

Les trois autres organisations participant à la fondation du PADS sont l'Union pour la démocratie populaire (UDP), l'Organisation socialiste des travailleurs (OST) et les Cercles Suxxuba. La première était une scission ancienne de And Jëf et, par conséquent, elle aussi d'origine maoïste. La seconde est marxiste-révolutionnaire et membre de la IVe Internationale (1). La troisième est issue d'une scission du courant lambertiste.

Au long des trois dernières années, ces organisations ont testé leur convergence politique dans des campagnes communes, dans le mouvement syndical, dans les luttes universitaires, dans leurs prises de positions contre la guerre du Golfe ou encore contre la politique répressive du gouvernement dans la partie Sud du pays, la Casamance.



Landing Savané, secrétaire général du PADS

Leurs directions ont débattu du programme de la future organisation, de son régime interne et de ses tâches. Cela n'implique évidemment pas que le congrès de lancement ait pu clarifier toutes les questions programmatiques et tous les problèmes d'intervention. L'idée même de socialisme a été suffisamment galvaudée dans ce continent pour que le PADS prenne le temps d'élaborer une alternative cohérente à la crise actuelle de l'Afrique noire ; celle-ci n'a jamais manqué ni de "socialistes" ni de "marxistes" pour gérer des Etats néo-coloniaux ! Le système des nationalisations y a été d'autant plus étendu qu'il répondait à la nécessité pour une couche d'affairistes de se donner les moyens d'une accumulation privée pour son propre compte.

Une vraie rupture avec le système de dépendance nécessite une analyse de la nature actuelle des Etats et de la place des diverses couches et classes sociales dans les luttes à venir. C'est sans doute cela le principal défi pour le PADS.

Il y avait incontestablement à ce congrès un projet de "refondation" politique. Ici comme ailleurs, la pression des événements mondiaux appelle à la reprise d'un fil conducteur à partir d'une critique radicale du capitalisme, débarrassée des scories du stalinisme et des diverses options réformistes et nationalistes qui s'y sont nourries.

Le nouveau parti sera aussi confronté au problème crucial de l'organisation des centaines de gens qui vont venir à lui, dans l'espoir de trouver autre chose que ce que leur offrent les partis clientélistes et corrompus traditionnels. L'enjeu est énorme car le projet politique affirmé au congrès de

décembre 1991 n'aura de sens que si le nouveau parti est structuré à la base, capable de multiplier les initiatives militantes dans les quartiers, les régions et les villages. Des milliers d'hommes et de femmes, dans ce pays, attendent d'être entendus et sont prêts à agir à condition d'avoir une organisation qui leur permette de comprendre le monde qui les entoure et d'en débattre. A ce titre, le congrès de fondation du PADS fut un grand moment d'enthousiasme, émouvant, parce que les participants avaient le sentiment de faire vraiment du nouveau dans ce pays.

Une solidarité active

L'autre défi sera celui de l'épreuve électorale. Les pressions internationales et nationales sont tout à fait capables d'infléchir les meilleures dispositions. Une petite organisation a moins de chances de tomber dans l'électorisme qu'un parti déjà capable de modifier la situation politique du pays. Le problème est donc nouveau pour les militants sénégalais. Comment combiner des campagnes électorales avec un projet révolutionnaire sur le long terme ? Comment faire la part des choses entre la présence dans les institutions et la patiente accumulation de forces à la base pour former un puissant mouvement révolutionnaire ?

Le PADS ne doit pas rester seul et isolé. Le nouveau parti a décidé de lancer une campagne contre la corruption, qui prend pour cible les "gros débiteurs", c'est-à-dire tous les hommes du pouvoir à qui l'on permet de faire d'importants emprunts bancaires sans jamais les rembourser. Ce type de campagne permet de mettre en évidence l'exigence d'un contrôle social sur les aides étrangères accordées au pays et de faire le

1) Selon une décision du congrès, les militants de l'ex-OST resteront membres de la IVe Internationale à titre individuel. Le PADS et la IVe Internationale établiront des relations de solidarité politique.

lien avec des campagnes internationales pour l'annulation de la dette.

Le congrès a, par ailleurs, adopté une motion exigeant le retrait des troupes françaises du territoire sénégalais et refusant toute autre implantation militaire étrangère ; voilà qui constituerait un bon thème de campagne commune avec un mouvement antimilitariste français.

La lutte des femmes

L'autre question importante du congrès concerne la place des femmes. La bataille est ainsi lancée pour que le PADS devienne peut-être un jour le premier parti de masse en Afrique noire doté d'une conscience et d'une pratique féministes. La motion du congrès sur cette question se termine ainsi : « Si le travail productif est une condition nécessaire [à l'émancipation, ndr], elle n'est pas suffisante parce que l'autonomie économique n'efface pas immédiatement et irrémédiablement l'idéologie de l'incapacité, de la dépendance et de la soumission. (...) C'est pourquoi le principe pédagogique essentiel de cette alternative est de compter sur ses propres forces avec une démarche d'auto-organisation, d'autodéveloppement et d'autodéfense. Voilà des mécanismes aptes à restaurer et à renforcer la confiance des femmes en elles-mêmes et capables de les amener à occuper la place importante qui leur revient dans le combat à différents niveaux pour leur émancipation dans un Sénégal indépendant, démocratique, prospère et où les femmes et les hommes s'épanouissent sans discrimination aucune. » Onze femmes ont été élues sur un total de 45 au secrétariat exécutif, soit 24 %.

En effet, il n'y aura pas de véritable démocratie en Afrique tant que les femmes seront exclues des débats actuels sur les réformes constitutionnelles. Qu'y a-t-il de plus hypocrite que ces conférences nationales, qui fleurissent aujourd'hui en Afrique, où il est tant question de "peuple", de "développement" et de "démocratie", alors que les femmes en sont pratiquement exclues ?

Le congrès du PADS a aussi été l'occasion de réunir, pour la première fois depuis longtemps, un certain nombre d'organisations africaines indépendantes d'opposition, afin de débattre du renouveau du panafricanisme (voir encadré ci-contre). Ce forum a été une première étape.

Là encore deux options restent possibles : celle d'un vaste rassemblement dans lequel l'hétérogénéité devient paralysante ; ou bien celle d'une gauche anti-impérialiste africaine capable de prendre des initiatives communes et de débattre de problèmes stratégiques. ★

Décembre 1991

Forum panafricain

Le 15 décembre 1991, à l'occasion du congrès de fondation du Parti africain pour la démocratie et le socialisme (PADS), s'est tenue à Dakar une première réunion d'organisations politiques africaines pour réfléchir aux possibilités de renaissance d'un panafricanisme militant, indépendant des Etats et anti-impérialiste. Le nombre de pays représentés et la diversité politique des participants a fait du Forum de Dakar une première tentative modeste. Les prochaines réunions de ce forum diront si ce mouvement s'amplifie ou non. Nous publions la déclaration finale de cette rencontre.

DOCUMENT

LA SITUATION du continent est extrêmement critique. Malgré ses énormes richesses, l'Afrique pèse d'un poids dérisoire dans les affaires du monde.

Aux plans tant politique qu'économique et commercial, l'Afrique est soumise au bon vouloir des puissances étrangères et des multinationales. Son économie est ruinée, pressurée par le paiement du lourd fardeau de la dette extérieure contractée au nom des peuples africains, alors qu'elle n'a servi qu'à enrichir la bourgeoisie et les dictatures au pouvoir.

Ces puissances étrangères et multinationales ont imposé aux pays africains des régimes dictatoriaux au moment des indépendances et s'efforcent, aujourd'hui, de récupérer le mouvement démocratique en cours. L'Afrique doit rappeler, au monde entier, que c'est d'abord au capitalisme (marché) qu'elle doit sa faillite actuelle. L'échec de l'Afrique, c'est l'échec des bourgeoisies politico-bureaucratiques soutenues par l'Occident qui ont pillé le continent et transféré des fortunes colossales dans les banques suisses et autres banques occidentales dont elles ont fait le bonheur.

Le vent du changement qui souffle sur le continent risque d'être sans effet si de nouveaux régimes bureaucratiques succèdent aux bourgeoisies parasitaires qui ont, jusqu'ici, présidé aux destinées de l'Afri-

que ; et si les questions de cohabitation interne étaient mal résolues.

Aucun pays africain ne peut résoudre, à lui seul, les énormes problèmes auxquels il se trouve confronté. C'est dire la nécessité de développer et matérialiser les idées panafricaines pour la débalkanisation du continent qui est, aujourd'hui, une dimension centrale de notre combat.

Il faut, pour ce faire, mettre en place de nouvelles institutions gérées par des hommes et des femmes intègres, compétents et comptables devant leur peuple.

Il faut, également, des choix socio-économiques définis en fonction des besoins des populations et des possibilités de nos pays et non en fonction de ceux des puissances étrangères.

Les forces africaines de progrès devraient attacher autant d'importance aux problèmes d'intégration intérieure des Etats qu'à celui de l'intégration régionale ou continentale.

Alors seulement, il sera possible de dépasser la logique des frontières héritées de la colonisation pour lui substituer la logique des peuples et des communautés de base qui pourra alors servir à une unité africaine non bureaucratique ni autoritaire, une unité africaine librement consentie par les peuples, qui est seule capable de promouvoir les nouveaux comportements et l'ensemble des mutations que l'état de notre continent et du monde exige de nous.

Le Forum panafricain des partis progressistes, associations et organisations démocratiques de masse, qui s'est réuni à Dakar le 15 décembre 1991, constitue un premier pas de cette nouvelle démarche.

En conséquence, le Forum décide :

— de mettre sur pied un secrétariat technique chargé de maintenir les liens entre les organisations participantes ;

— de prendre contact avec les partis politiques, les associations, organisations démocratiques de masse et personnalités qui partagent l'idéal panafricain. ★

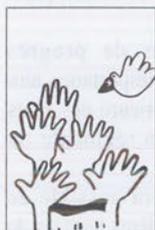
Dakar, 15 décembre 1991

Ont notamment signé : Gambian Anti-Apartheid Movement (Gambie), Uganda National Liberation Front (Ouganda), Conscience pour une alternative démocratique (Burkina-Faso), Parti pour la libération du travail (PLT-Niger), Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (Niger), Regroupement du peuple de Guinée (Guinée), Front populaire ivoirien (Côte d'Ivoire), Parti ivoirien des travailleurs (Côte d'Ivoire), Union des sociaux-démocrates (Côte d'Ivoire), Front patriotique camerounais (Cameroun), Front de résistance pour l'unité, l'indépendance et la démocratie (Mauritanie), Alliance pour la démocratie et le progrès (ADP-Bénin), And Jét/Parti africain pour la démocratie et le socialisme (Sénégal), Mouvement pour le socialisme et l'unité (Sénégal).

Sur le fil du rasoir

La signature finale des accords de paix entre le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et le gouvernement salvadorien, le 16 janvier 1992, au Mexique, représente d'abord une victoire du peuple salvadorien et de son avant-garde politique sur les secteurs bellicistes qui se sont opposés, depuis le début des négociations, à la paix. Cependant, si les secteurs de l'armée qui ont fait de cette guerre contre le peuple une grande affaire financière ont été obligés de plier, ils n'ont pas été écrasés.

M. VELAZQUEZ- P. PACHECO



LE FMLN a été capable de répondre aux aspirations de paix de la population et ce, à partir d'une position de force, en devenant non seulement une armée de guérilla puissante, mais aussi en devenant le représentant politique de secteurs importants du Salvador (1). Durant ces dernières années, le FMLN s'est efforcé de rechercher une issue négociée au conflit et d'isoler les secteurs les plus durs de l'armée. Le fait d'avoir obligé le gouvernement d'extrême droite de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) à s'asseoir à la table des négociations et à signer un accord de paix constitue un acquis indiscutable pour les révolutionnaires salvadoriens.

Cependant, l'année 1991, la phase la plus intense des négociations, a été marquée par une série de facteurs extérieurs qui ont aussi pesé de façon déterminante sur les deux parties — et sur l'impérialisme nord-américain —, instaurant les bases qui ont permis de concrétiser les accords de paix. La modification radicale de la situation internationale, après la chute du Mur de Berlin, l'écroulement des pays dits socialistes, la défaite électorale du Front sandiniste au Nicaragua, l'invasion nord-américaine de Panama, le changement du rapport de forces mondial après la guerre du Golfe, le démembrement de l'ancienne Union soviétique et l'offensive meurtrière dont est victime la révolution cubaine, ainsi que la récession qui frappe les Etats-Unis, constituent autant de facteurs qui contribuent à créer un panorama complexe pour les révolutionnaires du monde entier ; le FMLN ne fait pas exception à la règle.

Dans ce contexte, il faut souligner sa capacité à éviter l'écrasement définitif de la révolution, souhaité par l'impérialisme et l'ARENA.

Si les accords signés ne répondent pas à tous les objectifs à l'origine de la révolution, ils mettent cependant sur la table de discussion des thèmes centraux tels que la démilitarisation et le respect des droits de l'homme, la liberté d'expression et la participation politique ; la révolution est maintenant dans une nouvelle phase où les revendications socio-économiques des masses devront prendre une place centrale. La guerre civile et la révolte armée des organisations révolutionnaires n'ont pas été inutiles.

Il ne faut surtout pas minimiser les causes de cette guerre : la dictature, les fraudes électorales, les massacres aveugles de la population, les prisonniers et les disparus politiques, la torture systématique, la misère, le colonialisme, etc. — quatorze familles contrôlaient économiquement et politiquement tout le pays. Comme l'a déclaré le commandant du FMLN Shafick Handal, lors de la signature des accords : « Pendant très longtemps, et à maintes reprises, les Salvadoriens ont essayé de changer cette situation par des voies pacifiques, et même électorales ; mais toutes ces portes se sont fermées. Il a fallu que nous nous soulevions, que nous prenions les armes pour ouvrir [ces portes] et nous ne le regrettons pas. La lutte armée révolutionnaire, dans les conditions du Salvador, a été nécessaire et légitime. » Evidemment, le gouvernement mexicain et les autres gouvernements "amis", tout comme l'impérialisme, veulent démontrer par ces accords que la révolution est impossible et que la prise du pouvoir et la transformation de la société par les armes sont "anachroniques" ; ils proposent en échange la concertation, la négociation, la vie civile et la conciliation.

Le processus salvadorien ne sera pas simple et il ne faut pas sombrer dans

l'euphorie provoquée par la signature des accords. Certains problèmes complexes apparaissent d'ores et déjà : malgré l'amnistie limitée approuvée par l'Assemblée législative, des secteurs de la droite exigent "pardon et oubli" pour effacer leurs crimes — l'assassinat des six jésuites en 1989 (2), celui de monseigneur Romero, ceux commis par les escadrons de la mort, ou les massacres perpétrés par l'armée contre la population civile désarmée — ; ils continueront d'exercer une forte pression.

Une voie semée d'embûches

Les difficultés pour parvenir à une véritable réforme agraire sont aggravées par le fait que la répartition des terres dans les zones de conflit dépend de la volonté des grands propriétaires de vendre ou non "leurs" terres au prix du marché — ils ne voudront sûrement pas se séparer de leurs biens. En outre, la limite maximale légale des propriétés est fixée à 245 hectares.

Par ailleurs, la réduction de l'armée soulève aussi de multiples interrogations. Le gouvernement du Salvador n'a pris qu'un engagement bilatéral face au secrétaire général des Nations-Unies, le plan concret de réduction ne fait pas partie des accords en tant que tels. Dans ceux-ci, on trouve une formulation imprécise selon laquelle la taille des forces armées devra répondre aux fonctions que leur attribuera la Constitution, en temps de paix. S'il a été question d'une supposée volonté de réduire ce corps répressif de 50 %, il est aussi apparu publiquement que le gouvernement avait présenté des chiffres gonflés à 63 000 soldats, tout en menant une campagne de recrutement forcé. Le président Cristiani essaye ainsi de garder sur pied l'essentiel de son armée, estimée, selon le FMLN et d'autres sources, à 35 000 hommes.

Enfin, il est évident que la paix ne tient qu'à un fil. Les problèmes sociaux essentiels qui ont provoqué le conflit armé persistent, certains se sont même aggravés ; il ne sera donc pas simple, surtout dans le cadre de l'offensive néolibérale actuelle, d'avancer vers une solution de ceux-ci. Même si Cristiani, en reculant par rapport à son attitude initiale, a finalement accepté de discuter de son plan économique, il ne dispose apparemment pas de beaucoup de marge pour réaliser des modifications substantielles de ses projets de privatisations et de licenciements — de telles mesures sont d'ailleurs appliquées partout en Amérique latine. Les capi-

1) Voir *Inprecor* n° 337, 341 et 342 des 27 septembre, 22 novembre et 6 décembre 1991.

2) Lors de l'offensive lancée par le FMLN en novembre 1989, six jésuites de l'Université centraméricaine furent sauvagement assassinés par l'armée. En décembre 1991, des hauts gradés de l'armée ont été condamnés pour l'exemple.

talistes salvadoriens et étrangers ont réalisé des bénéfices juteux avec la guerre et ils se préparent à en faire autant avec la paix : tout comme la destruction, la reconstruction peut devenir une affaire juteuse.

Si « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », la guerre civile qu'a connue le Salvador sera déplacée — si la paix se consolide — sur le terrain politique et social. Le capital organisationnel accumulé par le FMLN et son influence sur le mouvement de masse seront décisifs — sa première démonstration de force et de capacité de mobilisation s'est massivement illustrée le 16 janvier en plein centre de la capitale, et ailleurs dans le pays, après la signature des accords ; cela devrait se répéter lors du retour des commandants du FMLN. Cette force sociale représentera l'élément essentiel de pression pour que les accords de paix soient appliqués et pour avancer vers les objectifs révolutionnaires. Comme l'a déclaré Chano Guevara, chef guérillero de la zone de Guazapa : « *Nous aurons construit la paix dans ce pays quand le peuple salvadorien aura de la nourriture, des vêtements, des chaussures, et assez de médicaments, d'assistance sanitaire, d'éducation et de liberté d'expression. Voilà les vraies raisons pour lesquelles nous avons lutté durant cette longue guerre.* »

Le nouveau terrain de bataille

Le gouvernement va certainement essayer par tous les moyens de gagner "les esprits et les cœurs" des masses salvadoriennes ; il bénéficiera des avantages que confère le monopole du pouvoir d'Etat, d'éventuels crédits pour la reconstruction venus de divers pays, et aussi des conseils de gouvernements comme celui du Mexique — pour l'application, par exemple, de programmes dits de "solidarité" afin de miner la base sociale au FMLN.

La droite cherchera évidemment à escamoter et retarder l'application des points des accords qui la gênent et qu'elle a acceptés sous la pression combinée du match nul militaire, de la situation économique interne et des pressions impérialistes pour une solution négociée — le choix nord-américain est motivé non seulement par les problèmes de sa propre récession économique, mais aussi et essentiellement par la volonté de faire avancer le projet d'intégration économique en Amérique latine. Les pressions de l'impérialisme sur la droite salvadorienne ne sont pas innocentes ; le gouvernement nord-américain sait que l'issue négociée de la guerre civile joue aujourd'hui davantage en sa faveur, parce que le rapport de forces international penche du côté du capital. Dans ce sens, les Etats-Unis et le bloc dominant au

Salvador n'ont pas renoncé à l'écrasement de la rébellion, mais ils cherchent maintenant à la vaincre sur le terrain politique et social, pensant que ce sera plus facile que d'infliger un échec militaire au FMLN.

La dynamique ouverte par l'issue négociée va dans le sens de la poursuite d'une logique de négociations, de la recherche d'un consensus national sur tous les terrains, et de la volonté de présenter les pires contradictions comme gérables dans le cadre d'élections et de concertation. Cependant, même s'il semble possible de parvenir à l'organisation d'élections libres au Salvador, celles-ci n'atténueront en rien la confrontation et la lutte entre les classes.

Dans la toile d'araignée

La consolidation, l'approfondissement et l'extension du pouvoir populaire apparaissent comme des facteurs clés de cette nouvelle phase de la révolution salvadorienne. Tout comme le FMLN a appris et a su combiner avec succès différentes modalités de guerre, il doit aujourd'hui tenter de conjuguer la lutte institutionnelle et légale avec la lutte pour la maintien et le développement de l'auto-organisation du mouvement populaire, garder l'initiative politique sans que le mouvement de masse ne soit soumis aux aléas de la concertation en cours. Cela revient à marcher sur le fil du rasoir. Il faudra au FMLN continuer la révolution sur ce terrain nouveau et complexe.

En plus, des affirmations comme celles récemment faites par le commandant du FMLN Joaquin Villalobos rendent le panorama encore plus complexe : « *Avant, le concept de révolution avait une date et un symbole. L'assaut du pouvoir, la prise du palais et la solution immédiate et mécanique de tous les problèmes. Cela a entraîné des dictatures qui niaient la liberté sous prétexte de résoudre les problèmes économiques. Le but fondamental d'une révolution est le problème politique, la manière dont se bâtit l'équilibre du pouvoir et dont s'établissent les règles de pouvoir permanent dans la société et, à partir de là, la définition des espaces dont on disposera pour [réaliser] les transformations économiques et sociales qui forment l'autre partie de la révolution (...); nous [le FMLN] constituons le point de départ d'une nouvelle ère révolutionnaire.* » Plus loin, il affirme qu'au Salvador a eu lieu « *la première révolution sans contras [contre-révolutionnaires], la première qui ne divise pas mais rassemble, la première qui compte sur le consensus des Etats-Unis et peut-être même sur leur appui.* »

Villalobos affirme encore : « *Nous avons obtenu les changements pour lesquels le FMLN a été poussé à prendre les armes.*

On assiste, de fait, à une révolution qui s'exprime fondamentalement par l'élimination de toutes les composantes du pouvoir dictatorial. La dissolution de la Garde nationale, la réduction de l'armée, sa soumission à la société civile. Tout cela dessine les contours d'un changement démocratique extrêmement important. Nous, nous n'avons rien et nous n'avons pas fait de concessions. Peut-être les avons-nous faites au niveau des idées, mais les concessions sur les idées, dans la réalité du monde actuel et d'un point de vue pragmatique, ne sont pas dramatiques » (3).

Ces déclarations sont importantes car, sans sous-estimer les difficultés qu'entraîne la nouvelle situation mondiale pour les révolutionnaires du monde entier, et en particulier pour le FMLN, il faut se demander si les changements internationaux obligent à une "révolution d'un type nouveau", comme le proposent certains dirigeants salvadoriens ; s'il s'agit d'un changement nécessaire pour survivre dans les circonstances actuelles ou si cela implique une redéfinition stratégique et théorique durable, de vaste portée, selon laquelle les méthodes révolutionnaires classiques (pas uniquement socialistes) ne seraient plus valables pour transformer la société. Des commandants salvadoriens semblent tirer hâtivement des conclusions en proposant un nouveau modèle de révolution "d'en bas" (comme si toutes les autres avaient eu lieu "d'en haut", telles de simples coups d'Etat), et non depuis les hauteurs de la forteresse. Cependant, bien qu'elle n'ait pas été prise d'assaut, ce qui, pour certains reste difficile à admettre, la forteresse est encore là et les ennemis sont les mêmes.

La révolution salvadorienne, bien qu'elle n'ait pas triomphé, n'a pas non plus été écrasée, et il faut comprendre la révision à la baisse de ces objectifs comme le produit d'une modification substantielle — même si elle n'est pas définitive — du rapport de forces, surtout à l'échelle internationale. La révolution salvadorienne est une révolution assiégée par la toile d'araignée du nouvel ordre mondial en gestation, cela ne présage rien de bon à court terme ; mais les idées ne sont justement pas ce qu'il faut mettre de côté.

La solidarité avec cette révolution doit continuer. Nous devons être prêts à poursuivre la solidarité internationale et le débat fraternel avec nos camarades révolutionnaires du FMLN et avec le peuple du Salvador ; ils seront sans aucun doute la cible des attaques de la droite, depuis l'Etat et sur tous les fronts, avec les armes de toujours et avec d'autres tout aussi mortelles pour la révolution. ★

Mexico, 30 janvier 1992

3) EL Nacional, 27-28 janvier 1992, Mexico.

La stratégie de l'étranglement

CETTE résolution — un ordre d'extradition à peine voilé, adressé à un Etat non signataire d'un traité à cette fin avec les deux puissances concernées — constitue un acte tout à fait inédit du point de vue juridique. Des spécialistes de droit international, tels Ruth Wedgwood, professeur à l'Université de Yale aux Etats-Unis, citée par le *Washington Post* (2), n'ont pas manqué de relever cette singulière innovation, pour le moins cavalière.

L'entorse à la légalité internationale ne mériterait cependant pas d'être relevée si, dans le cadre du "nouvel ordre mondial", les résolutions du Conseil de sécurité n'avaient cessé d'être des vœux pieux. Elles peuvent même être dorénavant très meurtrières, comme l'a démontré la façon dont fut interprété le mandat de l'ONU contre l'Irak, il y a tout juste un an. Il est toutefois possible d'affirmer, paradoxalement, que les rapports de force mondiaux permettent au gouvernement américain, à présent, de faire l'économie de telles interventions militaires dévastatrices — et toujours problématiques, comme l'illustre encore une fois le débat en cours sur le bilan de la guerre du Golfe.

En réalité, un des nombreux objectifs de l'opération "Tempête du désert", dans son aspect le plus spectaculaire, était précisément de renforcer par l'exemple le pouvoir de dissuasion des Etats-Unis envers le reste du monde. Washington dispose désormais d'un arsenal de mesures coercitives plus redoutables que jamais, dont l'action militaire directe n'est que le moyen le plus extrême, réservé aux cas d'urgence. L'autre moyen, dont l'efficacité se réalise à plus long terme, mais qui est beaucoup moins coûteux et risqué, est le recours aux "sanctions" — qui sont à l'agression militaire ce que le meurtre par strangulation est à l'usage des armes à feu.

Les embargos imposés par les Etats-Unis sont aujourd'hui assurés d'efficacité : le cas de Cuba en est la meilleure illustration (3). Le blocus infligé à l'île rebelle par Washington depuis trois décennies s'est trouvé brusquement revigoré et porté à une efficacité tragique qu'il n'avait jamais

Le 21 janvier 1992, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) adoptait à l'unanimité une résolution enjoignant implicitement au gouvernement libyen de livrer aux autorités judiciaires américaines et britanniques des citoyens libyens suspectés d'être responsables de l'explosion qui détruisit en vol un Boeing de la Pan Am au-dessus du village de Lockerbie en Ecosse, le 21 décembre 1988 (1).

Salah JABER

connue, même au tout début, lorsque l'économie cubaine était encore une annexe de celle du grand voisin. Ce changement est uniquement dû au retournement des anciens "pays frères" : la brèche majeure qui vouait à l'échec, dans une large mesure, toute stratégie d'encerclement décrétée par les puissances impérialistes, est aujourd'hui colmatée.

L'Irak a d'ailleurs également été soumis à cette coercition-là : l'embargo a été décrété contre Bagdad dès le mois d'août 1990, peu après l'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein. Jusqu'à la fin de la même année, une vive polémique opposa, dans le camp de la coalition anti-irakienne, les partisans des "sanctions" aux défenseurs de la manière forte : la course contre la montre était le principal argument de ces derniers, sinon l'unique. Toutes les affirmations actuelles selon lesquelles Bagdad était sur le point d'acquiescer à l'arme nucléaire visent à justifier *a posteriori* l'agression apocalyptique contre l'Irak, et son terrible bilan en vies humaines.

Bombes ou embargo ?

Les sanctions n'étaient pas pour autant, et sont encore moins aujourd'hui, un substitut "pacifique" à la guerre, comme ont pu le croire par naïveté nombre de bonnes âmes. Elles ne sont pas dans un rapport d'opposition à l'agression armée, mais dans un rapport de complémentarité en tant que mesures graduées appartenant au même arsenal, géré par le même impérialisme hégémonique. Vu sous un certain angle, l'écrasement militaire de l'Irak peut même apparaître comme une façon d'accroître brutalement et rapidement l'efficacité de l'embargo : celui-ci est main-

tenu sur fond de dévastation de l'Irak, avec des effets par conséquent très amplifiés.

Les enfants sont ceux qui en pâtissent le plus : l'enquête réalisée par l'équipe nord-américaine de Harvard a constaté que près du tiers des enfants irakiens en bas âge souffrent aujourd'hui de malnutrition ; le nombre d'enfants morts en raison de l'embargo, combiné avec les conséquences économiques et infrastructurelles de la guerre, se situe entre 50 000 et 100 000 (4).

Ces enfants sont tués pour faire plier un Saddam Hussein qui s'oppose, à juste titre d'ailleurs, aux décisions du Conseil de sécurité visant à mettre l'Irak sous tutelle économique et à effectuer un prélèvement obligatoire sur ses revenus pétroliers pour versement au riche Etat du Koweït (5). Les "réparations de guerre" deviennent ainsi un prétexte pour inféoder un Etat récalcitrant, au moyen de la strangulation économique (6).

L'arme des "sanctions" s'avère, en définitive, encore moins "humanitaire" que le déluge de fer et de feu de la "Tempête du Désert" : si les bombes "intelligentes" peuvent effectivement faire la différence entre les objectifs militaires et l'environnement civil, l'étranglement par embargo, lui, affecte d'abord et surtout, sinon exclusivement, les civils, et particulièrement les enfants en bas âge !

Après Cuba et l'Irak, la Libye est aujourd'hui dans le collimateur. La dernière résolution du Conseil de sécurité n'est que le prélude à une autre qui imposerait des mesures de coercition économiques, si Tripoli ne courbait pas l'échine. La Corée du Nord est en ligne de mire. Et tout Etat, au Sud comme à l'Est, qui se placerait en travers du "nouvel ordre mondial" est promis au même traitement vigoureux. Il est impératif de réagir. ★

29 janvier 1992

1) La résolution appelait également le gouvernement de Tripoli à "coopérer" avec les autorités françaises dans l'enquête au sujet de l'explosion d'un DC-10 de la compagnie UTA au-dessus du Niger, le 19 septembre 1989.

2) *International Herald Tribune*, 22 janvier 1992.

3) Voir *InpreCOR* n° 338 du 11 octobre 1991.

4) Voir, parmi beaucoup d'autres, *The Guardian* (New-York), 15 janvier 1992 et *New Statesman & Society* (Londres), 17 janvier 1992.

5) Voir *InpreCOR* n° 328 du 12 avril 1991. Voir également André Gunder Frank et al., *Bush Emperor*, éditions La Brèche, Paris, 1991.

6) Voir l'appel contre le blocus de l'Irak publié en p. 10.